



Conseil de sécurité

PROVISOIRE

S/PV.2746

9 avril 1987

FRANCAIS

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA 2746e SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le jeudi 9 avril 1987, à 10 h 30

Président : M. TSVETKOV

(Bulgarie)

Membres : Allemagne, République
fédérale d'
Argentine
Chine
Congo
Emirats arabes unis
Etats-Unis d'Amérique
France
Ghana
Italie
Japon
Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord
Union des Républiques
socialistes soviétiques
Venezuela
Zambie

M. LAUTENSCHLAGER
M. DELPECH
M. YU Mengjia
M. ADOURI
M. AL-SHAALI
M. WALTERS
M. BLANC
M. GBEHO
M. BUCCI
M. KIKUCHI

M. BIRCH

M. BELONOGOV
M. PABON-GARCIA
M. MFULA

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels du Conseil de sécurité.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

La séance est ouverte à 10 h 30.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour est adopté.

LA SITUATION EN NAMIBIE

LETTRE DATEE DU 25 MARS 1987, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU GABON AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (S/18765)

LETTRE DATEE DU 31 MARS 1987, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU ZIMBABWE AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (S/18769)

Le PRESIDENT : Conformément aux décisions prises par le Conseil aux séances précédentes consacrées à l'examen de cette question, j'invite les représentants de l'Afghanistan, de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, de l'Angola, du Bangladesh, de la Barbade, du Burkina Faso, du Canada, de Cuba, de l'Egypte, de l'Ethiopie, du Gabon, du Guyana, de l'Inde, de la Jamahiriya arabe libyenne, de la Jamaïque, du Koweït, du Maroc, du Mexique, de la Mongolie, du Mozambique, du Nicaragua, du Nigéria, du Pakistan, du Pérou, du Qatar, de la République arabe syrienne, de la République démocratique allemande, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, du Sénégal, du Soudan, de Sri Lanka, du Togo, de la Tunisie, de la Turquie, du Viet Nam, de la Yougoslavie et du Zimbabwe à occuper les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

Sur l'invitation du Président, M. Dost (Afghanistan), M. Manley (Afrique du Sud), M. Djoudi (Algérie), M. de Figueiredo (Angola), M. Mohiuddin (Bangladesh), Dame Nita Barrow (Barbade), M. Ouedraogo (Burkina Faso), M. Laberge (Canada), M. Oramas Oliva (Cuba), M. Badawi (Egypte), M. Tadesse (Ethiopie), M. Biffot (Gabon), M. Insanally (Guyana), M. Gharekhan (Inde), M. Azzarouk (Jamahiriya arabe libyenne), M. Barnett (Jamaïque), M. Abdulhasan (Koweït), M. Bennouna Louridi (Maroc), M. Moya Palencia (Mexique), M. Doljintseren (Mongolie), M. Dos Santos (Mozambique), Mlle Astorga Gadea (Nicaragua), M. Garba (Nigéria), M. Shah Nawaz (Pakistan), M. Alzamora (Pérou), M. Al-Kawari (Qatar), M. Al-Atassi (République arabe syrienne), M. Ott (République démocratique allemande), M. Maksimov (République socialiste soviétique de Biélorussie), M. Oudovenko (République socialiste soviétique d'Ukraine), M. Sarré (Sénégal), M. Abdoun (Soudan),

M. Wijewardane (Sri Lanka), M. Kouassi (Togo), M. Mestiri (Tunisie), M. Türkmen (Turquie), M. Bui Xuan Nhat (Viet Nam), M. Pejic (Yougoslavie) et M. Mudenge (Zimbabwe) occupent les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

Le PRESIDENT : Conformément à une décision prise par le Conseil à sa 2740e séance, j'invite le Président et la délégation du Conseil des Nations Unies pour la Namibie à prendre place à la table du Conseil.

Sur l'invitation du Président, M. Zuze (Zambie), Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, et les autres membres de la délégation prennent place à la table du Conseil.

Le PRESIDENT : Conformément à une décision prise par le Conseil à sa 2740e séance, j'invite M. Gurirab à prendre place à la table du Conseil.

Sur l'invitation du Président, M. Gurirab prend place à la table du Conseil.

Le PRESIDENT : J'informe les membres du Conseil que j'ai reçu des représentants de l'Ouganda et de la Tchécoslovaquie des lettres dans lesquelles ils demandent à être invités à participer à la discussion sur la question inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Selon la pratique habituelle, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à participer à la discussion sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

Puisqu'il n'y a pas d'objection, il en est ainsi décidé.

Sur l'invitation du Président, M. Ribedi (Ouganda) et M. César (Tchécoslovaquie) occupent les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

Le PRESIDENT : Le Conseil de sécurité va maintenant reprendre l'examen du point inscrit à son ordre du jour.

Le premier orateur est le représentant du Guyana. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. INSANALLY (Guyana) (interprétation de l'anglais) : L'on a dit que c'est à force de répéter qu'on apprend. Si cela est vrai, alors maintenant le régime illégal en place en Afrique du Sud devrait certainement avoir appris une leçon inoubliable sur la nécessité de hâter la liberté et l'indépendance de la Namibie. Toutefois, l'entêtement de Pretoria est tel que la communauté internationale, et plus particulièrement ce conseil, est obligée de répéter ses arguments bien connus dans l'espoir - peut-être vain - que ces colonialistes modernes écouteront la voix de la raison et renonceront à leur domination barbare en Namibie.

Ma délégation, pour sa part, n'a pas complètement perdu foi dans l'art de la persuasion verbale, Monsieur le Président, et elle est en conséquence reconnaissante aux membres du Conseil de lui permettre de se joindre à la clameur générale en faveur du changement en Namibie. Je faillirais à mon devoir cependant si je ne vous exprimais auparavant nos chaleureuses félicitations et nos meilleurs vœux pour votre présidence pendant ce mois. J'aimerais également rendre hommage à votre prédécesseur à la présidence, l'Ambassadeur Delpech, de l'Argentine.

En abordant la question dont nous sommes actuellement saisis, je dois avouer que j'éprouve une certaine déception en raison des insinuations que j'ai entendues, selon lesquelles nos délibérations seraient peut-être considérées par certains comme n'étant rien d'autre qu'un débat hors de saison de l'Assemblée générale. Il serait regrettable si c'était réellement le cas, étant donné qu'en fait, cette réunion n'a que trop attendu et qu'on ne peut dire qu'elle soit une perte de temps pour le Conseil. La liberté du peuple namibien est un impératif que nous, en tant que membres responsables de la communauté internationale, ne pouvons ni ignorer ni repousser. C'est une aspiration que nous devons, en fait, satisfaire rapidement, étant donné que chaque jour qui passe la rend de plus en plus difficile à réaliser. Le Conseil doit par conséquent saisir cette occasion pour faire progresser la cause namibienne par tous les moyens en son pouvoir.

Car retarder l'indépendance de la Namibie ne peut que servir les intérêts égoïstes du régime raciste en Afrique du Sud, étant donné que cela permet non seulement le renforcement de l'apartheid mais aussi la poursuite de l'exploitation des ressources naturelles importantes du Territoire. Sous peu, la nation namibienne sera dépossédée de son riche patrimoine et n'héritera que d'une terre pratiquement dévastée. Le monde ne peut continuer à assister les bras croisés à la dégradation tragique d'un peuple entier par une minorité despotique décidée à préserver sa propre position de domination et de contrôle. Il doit agir

M. Insanally (Guyana)

rapidement pour mettre un terme à cette injustice et aider la Namibie à exercer son droit à la souveraineté auquel elle a pleinement droit.

Le Conseil pour la Namibie, en tant que tuteur légal du Territoire, a fait de très sérieux efforts pour faire échec aux politiques rapaces de Pretoria. En promulquant le décret No 1, il s'est déclaré Autorité responsable du bien-être de la Namibie et prête à agir en son nom. La validité de ce décret, nous-dit-on, sera bientôt mise à l'épreuve auprès des tribunaux de certains Etats Membres des Nations Unies. A notre connaissance, un gouvernement au moins - le Gouvernement des Pays-Bas - a déjà reconnu la compétence du Conseil pour légiférer sur toutes questions concernant le peuple de la Namibie. Nous nous félicitons de cette déclaration positive, qui permet sérieusement d'espérer que le droit international se prononcera pour que justice soit rendue aux exploités.

A ce stade, nous pensons qu'il serait extrêmement utile que le Conseil de sécurité, au moment de se prononcer sur la question de Namibie, puisse donner sa bénédiction à cette évolution et, en fait, à la disposition prévoyant que les Nations Unies financeront toute action juridique de ce type. Car, en cas de succès, une telle campagne porterait un coup décisif aux forces de l'apartheid qui utilisent sans scrupule leur pouvoir économique pour maintenir leur suzeraineté sur le peuple namibien. En outre, elle permettrait de dédommager les dépossédés de la perte de leurs ressources, qui leur appartiennent de droit, et de décourager, du moins dans une certaine mesure, le pillage impitoyable auquel se livrent certaines sociétés transnationales opérant en Namibie.

Cependant, les procédures juridiques à elles seules n'ont guère de chances de conduire rapidement la Namibie à l'indépendance, et nous devons par conséquent être prêts à envisager toutes autres mesures susceptibles de forcer le régime Botha à renoncer à sa mainmise funeste sur le Territoire. Il est certain que, entre autres instruments de persuasion, l'imposition de sanctions globales obligatoires est peut-être le plus puissant dont nous disposons, et elle devrait par conséquent être rapidement appliquée. Il ne saurait plus être question, j'ose le dire, notamment après l'examen de la question sud-africaine par le Conseil en février dernier, d'un compromis sur des sanctions sélectives, étant donné qu'il ne semble pas que même une forme limitée de pression bénéficie de l'acceptation générale. Ma délégation n'a d'autre choix par conséquent que d'appuyer l'appel en faveur de l'imposition de sanctions globales obligatoires contre le régime illégal sud-africain. Il faut reconnaître que certains Etats ne répondront peut-être pas à cet appel, mais qu'y pouvons-nous?

M. Insanally (Guyana)

Face à une opposition croissante, on constate que Pretoria fait montre du plus insolent défi, recourant à une casuistique invraisemblable pour justifier une position fondamentalement indéfendable. Il continue d'affirmer, s'il faut en croire les déclarations du porte-parole de l'Afrique du Sud en cette instance, que la Namibie se verrait octroyer l'indépendance une fois que les troupes cubaines auraient quitté l'Angola. Cette déclaration par trop facile ne trompe personne, étant donné que le régime sait parfaitement bien que le "couplage" qu'il a artificiellement créé dans son propre esprit n'existe pas dans l'esprit des autres. Il doit également savoir que le retrait de ces troupes lui donnerait tout simplement carte blanche pour lancer de nouvelles agressions contre les Etats de première ligne à partir de la Namibie occupée. Nous avons donc le regret de dire que les affirmations de Pretoria sur cette question manquent de crédibilité et ne peuvent par conséquent être prises au sérieux. Car même si les troupes se retireraient immédiatement, il est extrêmement probable que Pretoria inventerait quelque autre prétexte pour justifier sa présence dans le Territoire.

Mais, peut-être l'argument le plus fallacieux avancé par Pretoria est qu'il encourage activement à une réforme constitutionnelle qui répondrait aux exigences de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité et garantirait l'indépendance et le bien-être du peuple namibien. La South West Africa People's Organization (SWAPO), en tant que représentant reconnu du peuple de Namibie, n'est évidemment pas impressionnée par ces promesses et elle a clairement indiqué que cette mascarade politique est totalement inacceptable pour elle. En fait, il n'existe à présent qu'un moyen de parvenir à l'indépendance de la Namibie, et le chemin en est déjà tracé dans la résolution 435 (1978). Aucune manœuvre destinée à s'écarter de cette route doit par conséquent être rejetée pour ce qu'elle est : un nouveau stratagème inventé par le régime sud-africain pour contrecarrer les objectifs des Nations Unies. Cet organe doit en conséquence renforcer sa détermination des premiers jours et redoubler d'efforts pour faire en sorte que rien ne vienne barrer la route vers l'indépendance de la Namibie. A cet égard, ma délégation apprécie hautement les efforts déployés par le Secrétaire général pour sortir de l'impasse actuelle et aimerait louer les efforts qu'il continue de faire dans ce sens.

M. Walters (Etats-Unis)

Etats-Unis nommément, bien que critiquer nommément tel ou tel pays dans les résolutions soit contraire à la coutume établie aux Nations Unies et contraire aux vœux exprimés par tous dans une résolution négociée sur les problèmes qui affectent l'Afrique australe.

Je dois évoquer aussi une pratique que mon gouvernement juge particulièrement inadmissible et détestable : les menaces contre les Etats qui ont jugé bon de se détacher du groupe et refusent de suivre cette désignation arbitraire. Il est scandaleux que ces Etats fassent l'objet de pressions sous une forme ou une autre pour avoir respecté ce que leur dictent leurs propres principes. Mon gouvernement tient à assurer de son plein appui tous les Etats qui pourraient faire face à une telle situation.

Dans le même esprit, nous rejetons tous les efforts visant à légitimer la lutte armée par des résolutions des Nations Unies ou par tout appel ou appui à la "lutte armée", car c'est là un appel aux armes dangereux dans une région instable.

Je tiens également à noter la requête présentée par la Conférence multipartite de Namibie au Président du Conseil de sécurité pour être autorisée à participer aux délibérations au titre de l'article 39 du règlement intérieur provisoire de cet organe. Une requête adressée au Conseil par une personne qui peut avoir des informations à fournir, indépendamment de son affiliation politique, devrait être accueillie favorablement. Il importe que ce conseil soit capable de faire preuve d'impartialité et soit perçu comme tel pour que toutes les parties intéressées puissent compter sur lui. C'est un élément central de la résolution 435 (1978). Les Etats-Unis sont convaincus qu'il importe que le Conseil de sécurité ait accès directement à tous les points de vue émanant de Namibie. La requête présentée par le Président et plusieurs membres du Conseil est, cependant, viciée parce qu'elle a été adressée par et au nom du secrétariat de la Conférence multipartite, entité qui englobe ce qu'on appelle le "gouvernement transitoire d'unité nationale". Dans ce cas, et sans porter préjudice à la faculté du Conseil d'entendre des personnes par ailleurs compétentes, les Etats-Unis pensent que le Conseil n'est pas obligé d'accueillir favorablement la requête de la Conférence multipartite telle quelle pour prendre la parole au Conseil. N'était le vice de procédure de la requête de la Conférence multipartite, les Etats-Unis seraient enclins à recommander que satisfaction lui soit accordée.

M. Insanally (Guyana)

Dans le chant guerrier des Héréros, l'une des anciennes tribus de Namibie, victime également en son temps du colonialisme, nous trouvons cet émouvant appel à la paix :

"Ecoute l'écho du chant des rainettes dans les étangs,

Ecoute ce qu'elles disent; il est bon de s'unir, il est bon de s'entendre, il est bon d'une seule voix de parler au nom de tous."

C'est un appel auquel le Conseil ne peut rester sourd, car dans ce cas tous se rallieront au combat pour l'indépendance de la Namibie, et nous ne pouvons plus alors prétendre parler de paix.

LE PRESIDENT : Je remercie le représentant du Guyana pour les félicitations qu'il m'a adressées.

M. BIRCH (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, je connais bien votre pays et vos états de services dans la diplomatie. C'est donc un plaisir particulier que de voir un diplomate aussi chevronné que vous-même occuper la présidence du Conseil de sécurité. Vous apportez dans l'exécution de vos importantes fonctions, sagesse, compétence et expérience. Ma délégation coopérera avec vous aux travaux du Conseil. Je tiens également à remercier et à féliciter votre prédécesseur l'Ambassadeur Delpech, de l'Argentine, pour la compétence remarquable avec laquelle il a présidé le Conseil le mois dernier.

Ce débat a été long et mené avec sérieux. C'est un débat au cours duquel chaque orateur a condamné la poursuite de l'occupation de la Namibie par l'Afrique du Sud. Le Royaume-Uni se joint à cette condamnation unanime. La Namibie relève de la responsabilité internationale reconnue depuis plus de 60 ans. Son avenir a été examiné dans une instance ou une autre des Nations Unies depuis pratiquement leur création. Plus de huit années se sont écoulées depuis que le Conseil de sécurité a adopté la résolution 435 (1978) avalisant un plan de règlement pour le Territoire, qui comprend le retrait de l'administration illégale de l'Afrique du Sud et de libres élections sous les auspices de l'ONU. L'application de cette résolution ne s'est que trop fait attendre. Le peuple namibien doit être autorisé à exercer son droit à l'autodétermination et pouvoir passer à une indépendance internationalement reconnue.

La résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité n'a pas été mise en oeuvre en raison des manoeuvres dilatoires du Gouvernement sud-africain. J'espère vivement qu'après avoir réexaminé sa position il comprendra où est son intérêt. Comme il ressort clairement de l'admirable rapport qui nous a été présenté par le

M. Birch (Royaume-Uni)

Secrétaire général, l'accord s'est fait sur tous les principaux éléments du plan de règlement. L'Afrique du Sud doit comprendre que l'introduction de questions nouvelles et extrinsèques, comme la théorie du couplage, est inacceptable pour mon gouvernement comme d'ailleurs pour la grande majorité de la communauté internationale.

L'objectif du Gouvernement britannique est clair : il veut que la Namibie accède à une indépendance internationalement reconnue, et ce le plus rapidement possible et par des moyens les plus pacifiques. Nous avons dit à maintes reprises au Gouvernement sud-africain qu'il devait mettre en oeuvre la résolution 435 (1978). Nous avons récemment insisté là-dessus encore une fois. Toute tentative de répudier le plan de règlement serait extrêmement grave. Je souligne cet aspect particulier de la question en raison des observations faites à la fin de son intervention par l'Ambassadeur Manley, qui a laissé entendre que l'Afrique du Sud pourrait chercher une autre voie pour la Namibie.

Le long retard apporté à l'accession de l'indépendance de la Namibie a beaucoup affligé mes amis d'Afrique. Nous partageons leur sentiment et comprenons le sentiment de déception qu'ont exprimé de nombreux orateurs et qu'a exprimé avec une éloquence particulière le représentant de la Zambie. Le Royaume-Uni s'est joint aux autres membres du Groupe de contact - dont trois sont représentés à cette table aujourd'hui - pour élaborer le plan de règlement de l'ONU. J'ai donc été particulièrement attristé d'entendre le représentant de la SWAPO dire que cette opération semblait avoir :

"... été un stratagème soigneusement mis au point ... de mettre un frein ... à une radicalisation ... de la situation en Afrique australe." (S/PV.2740, p. 38).

Rien ne saurait être plus éloigné de la vérité. Le Groupe de contact a procédé à des négociations longues et complexes en vue uniquement d'amener la Namibie à l'indépendance. Ce n'est pas rendre service au peuple namibien ni à sa cause que de déformer cette initiative. Comme les autres auteurs du plan de règlement, le Royaume-Uni a toujours repoussé toute tentative faite pour éluder la résolution 435 (1978) au moyen d'un règlement interne. Cette résolution demeure la seule base internationalement acceptée d'un règlement pour la Namibie, et en tant que telle le Conseil doit veiller à la préserver. L'Afrique du Sud doit reconnaître que se cramponner au Territoire ou retarder la mise en oeuvre du plan de règlement est une politique sans avenir. L'Afrique du Sud doit également comprendre qu'il est dans

M. Birch (Royaume-Uni)

son intérêt, comme dans celui du peuple namibien, de coopérer au processus d'accession immédiate de la Namibie à l'indépendance.

Malheureusement, l'appui apporté par l'Afrique du Sud au prétendu gouvernement intérimaire de l'unité nationale se poursuit. Pour notre part, nous ne saurions endosser la moindre tentative faite pour reconnaître cet organe ou lui conférer un statut. Nous ne le reconnaissons pas, ni ne le reconnaitrons. Nous sommes fermement attachés à la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. Nous avons pris note de la demande présentée par la Conférence multipartite de la Namibie pour que celle-ci, et/ou les différentes parties présentant cette demande, puisse participer au débat du Conseil. Nous avons constamment soutenu, et demeurons de cet avis, que le Conseil de sécurité devrait être impartial au moment où il permettra à des particuliers qui jugeraient bon de le faire de venir devant lui contester les élections prévues en Namibie dans la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité - élections que nous souhaitons tous se voir dérouler aussitôt que possible. Cependant, selon l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, le Conseil de sécurité "peut inviter des membres du Secrétariat ou toute personne qu'il considère qualifiée à cet égard". Cela signifie que des organisations, telles que la Conférence multipartite devraient désigner des personnes pour parler en son nom. La Conférence multipartite n'a pas pris des dispositions dans ce sens, et par conséquent il nous est impossible d'appuyer cette demande.

Extrêmement troublante également est la poursuite des attaques armées de l'Afrique du Sud contre les Etats voisins, notamment l'Angola. Ces activités doivent cesser immédiatement. Ma délégation regrette profondément que les appels répétés que le Conseil a adressés à l'Afrique du Sud pour qu'elle retire totalement ses forces de l'Angola et respecte la souveraineté de ce pays soient restés sans effet, comme le sont restés nos avertissements selon lesquels ces actes de force ne peuvent que saper les perspectives de paix en Afrique australe. Récemment, nous avons exprimé au Gouvernement sud-africain la préoccupation que nous cause sa violation constante du territoire angolais et l'avons prié instamment de respecter l'intégrité territoriale de l'Angola. En même temps, nous lui avons fait part de l'inquiétude que nous avons ressentie devant les preuves apportées récemment, lors du procès en cours à Windhoek de membres de la SWAPO, attestant que les droits de

M. Birch (Royaume-Uni)

l'homme avaient été violés par les forces de sécurité en Namibie. Au cours du débat sur l'Afrique du Sud en février, le représentant de l'Afrique du Sud nous a dit que son gouvernement s'efforçait de mettre un terme à la violence. J'espère que son gouvernement donnera un effet pratique à cette déclaration d'intention pacifique, non seulement en Afrique du Sud et en Namibie mais dans l'ensemble de la région. Nous condamnons catégoriquement la violence d'où qu'elle vienne.

M. Birch (Royaume-Uni)

En écoutant ce débat, j'ai été frappé par son analogie, à bien des égards, avec celui que nous avons eu sur l'Afrique du Sud au mois de février. Bien sûr, les deux situations sont différentes : l'Afrique du Sud, pour condamnable que puisse être la politique de son gouvernement, est un Etat indépendant. La Namibie, en revanche, relève de la responsabilité de la communauté internationale. Dans les deux cas, pourtant, nous sommes totalement d'accord sur l'objectif que nous poursuivons. Là où nous ne voyons pas les choses de la même façon, c'est lorsqu'il s'agit d'envisager les moyens de parvenir à cet objectif. Le 19 février, nous avons souligné la nécessité pour le Conseil de réfléchir soigneusement à la meilleure façon de contribuer à la solution des problèmes difficiles et complexes qui existent en Afrique du Sud. Les mêmes arguments s'appliquent avec encore plus de force à la question de Namibie. Nous devons éviter les échanges politiques stériles qui ne feront qu'aider ceux qui sont hostiles à un règlement en Namibie.

Mais, pour être efficaces, il nous faut agir unanimement. L'Organisation des Nations Unies est investie d'une responsabilité particulière en ce qui concerne la Namibie et, comme nous l'avons dit au Conseil le 15 novembre 1985, le Gouvernement britannique aurait été prêt à voter pour une résolution qui aurait inclus une liste considérable de mesures économiques non obligatoires visant à faire pression sur l'Afrique du Sud pour qu'elle se retire immédiatement du Territoire. Cependant, mon gouvernement ne peut voter pour des sanctions obligatoires au titre du Chapitre VII de la Charte. Des mesures de ce type ne seraient pas rentables car elles donneraient à l'Afrique du Sud un prétexte pour rester intransigeante. Il est regrettable que les auteurs du projet de résolution aient manqué une occasion d'armer le Secrétaire général avec le poids de la préoccupation unanime du Conseil qui l'aurait aidé dans la poursuite de sa mission de bons offices.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Royaume-Uni des paroles aimables qu'il m'a adressées.

L'orateur suivant est M. Francis Meli, membre du Comité exécutif national de l'African National Congress of South Africa (ANC) et rédacteur en chef de Séchaba, organe officiel de l'African National Congress, à qui le Conseil a adressé une invitation en vertu de l'article 39 de son règlement intérieur provisoire. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. MELI (interprétation de l'anglais) : En cette année de l'acheminement du peuple vers le pouvoir, en cette année du soixante-quinzième anniversaire de l'African National Congress, nos dirigeants, nos militants, le peuple opprimé en lutte de l'Afrique du Sud et notre délégation saluent tous les membres du Conseil

et saluent particulièrement le peuple héroïque et frère de la Namibie et son seul représentant légitime, la South West Africa People's Organization (SWAPO), mouvement de libération nationale qui poursuit les mêmes objectifs que le nôtre.

Monsieur le Président, la tradition remarquable de votre pays en faveur des idéaux de la liberté, de la paix et du progrès se passe de tout commentaire. Le fait que vous représentez une telle tradition, votre vaste expérience et vos talents de diplomate avérés assurent notre délégation du succès des travaux importants du Conseil de sécurité sous votre direction dévouée et compétente.

Nous sommes, bien sûr, reconnaissants à M. l'Ambassadeur Marcelo Delpech, à qui nous voudrions faire part de notre admiration et de notre gratitude, de l'efficacité exemplaire dont il a donné la direction des travaux du Conseil pendant le mois de mars.

Littéralement, toutes les résolutions de l'Organisation des Nations Unies ont attiré l'attention sur le fait qu'il y avait une crise croissante en Afrique australe et que la grave situation dans la région se détériorait rapidement à cause de la politique et des pratiques de l'apartheid et de la poursuite de l'occupation illégale de la Namibie par le régime raciste de Pretoria. Pour les peuples de la Namibie et de l'Afrique du Sud et pour les peuples des Etats de première ligne et des autres Etats africains indépendants voisins, cette crise croissante et cette situation qui ne cesse de s'aggraver sont en train de s'enflammer, à moins qu'elles n'aient déjà éclaté. Depuis l'espace extra-atmosphérique, il est possible de continuer de parler de l'apartheid comme d'une menace à la paix et à la sécurité internationales. Pour le peuple de l'Afrique australe, pour les hommes et pour les femmes de conscience partout dans le monde, l'apartheid signifie la mort, la destruction et la guerre sur une échelle de plus en plus grande. Pouvons-nous interpréter autrement la terreur et la violence qu'impose l'Etat de l'apartheid dans le pays, ses actes injustifiés d'agression, de chantage économique, de sabotage, de subversion politique et de déstabilisation des Etats indépendants voisins, et sa transformation de la Namibie en immense camp de concentration militaire pour piller les richesses naturelles de ce pays et maintenir son peuple captif? Comment interpréter autrement le fait que ces entreprises inhumaines et criminelles comptent parmi leurs victimes non seulement des centaines de milliers d'hommes et de femmes, mais aussi un nombre toujours croissant de bébés et d'enfants?

M. Meli

L'apartheid est devenu inexploitable et l'Afrique du Sud ingouvernable grâce à l'action unie des masses de notre peuple, dont la lutte menée par l'ANC et ses alliés ne cesse de s'intensifier et se conjugue à l'escalade généralisée de la lutte du peuple namibien dirigée par la SWAPO. Les deux mouvements ont obligé le régime raciste de Pretoria à renoncer même à ses apparences de démocratie et à recourir, comme tous les régimes répressifs aux prises avec des crises irréversibles, à la force militaire pour se maintenir au pouvoir. Pourtant, la militarisation de l'apartheid et son escalade dans la guerre contre les peuples de l'Afrique du Sud, de la Namibie et de l'Afrique australe n'ont pu contrecarrer notre lutte. Elles ont par mégarde réussi à renforcer notre volonté de nous libérer par tous les moyens nécessaires, dès que possible. Le problème n'est pas de savoir si nous pouvons ou non nous débarrasser de l'apartheid; il est de savoir quand cela arrivera et à quel prix en vies humaines vainement perdues et en biens stupidement détruits.

Nous sommes très reconnaissants aux orateurs précédents qui ont exposé les faits pertinents et présenté des analyses appropriées. Nous sommes particulièrement reconnaissants au Secrétaire général pour son rapport sur les efforts dévoués et inlassables qu'il déploie pour faire coopérer toutes les parties intéressées à l'application des résolutions 435 (1978) et 439 (1978) du Conseil de sécurité en vue de parvenir à la décolonisation de la Namibie sans plus attendre. Nous avons également eu la chance d'entendre les interventions pressantes, incisives et réalistes faites par l'Ambassadeur Gbeho, qui a parlé au nom du Groupe africain, l'Ambassadeur P. Dingi Zuze, Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie et le camarade Theo Ben Gurirab, Secrétaire aux affaires étrangères de la SWAPO. Ils ont tous, individuellement et collectivement, montré où se trouve le problème et suggéré les seules mesures qui permettraient de sortir de l'impasse dans laquelle semble se diriger la lutte pour l'indépendance de la Namibie.

M. Meli

Le problème est clairement posé; en dépit des efforts faits par le régime raciste de Pretoria pour semer la confusion sur cette question, le peuple namibien, comme tous les autres, a un droit inaliénable à la liberté et à l'autodétermination. La question de la liberté de la Namibie doit être traitée comme une question primordiale et non accessoire d'autres problèmes qui, tel le couplage, doivent être rejetés parce que, par définition, ils sont extrinsèques et sans pertinence. Il faut également réaffirmer que la présence des troupes internationalistes cubaines dans la République populaire d'Angola, sur l'invitation du gouvernement légitime de ce pays, relève de toute évidence de la compétence souveraine de la République populaire de l'Angola. C'est l'apartheid qui viole constamment l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale des pays indépendants; c'est l'apartheid qui viole les normes internationales et qui continue d'occuper illégalement la Namibie ainsi que certaines parties du sud de l'Angola. Voilà le coupable contre lequel on doit lutter.

L'apartheid a maintenant 39 ans. Au cours de cette période, l'apartheid a montré, en violant les lois internationales, les valeurs humaines fondamentales ou en ignorant l'opinion internationale, qu'il était en vérité synonyme d'inhumanité criminelle et d'intransigeance provocante, sans le moindre repentir, sourd à la voix de la raison et de la persuasion. A mesure que la carrière criminelle et meurtrière de l'apartheid progresse, propageant et intensifiant son étreinte mortelle, il devient, d'évidence, de plus en plus urgent d'éliminer ce crime contre l'humanité.

Le principal obstacle dans cette voie provient de l'hypothèse implicite et inhumaine, mais néanmoins très réelle, que la Namibie et l'Afrique du Sud doivent rester la corne d'abondance économique des "démocraties occidentales", en dépit du fait que cela entraîne la prolongation de l'oppression et de l'exploitation des peuples de ces pays. C'est cette assumption criminelle qui est à la base de la politique d'engagement constructif, aussi bien que des politiques des gouvernements du Premier Ministre Margaret Thatcher et du Chancelier Kohl à l'égard de l'Afrique du Sud et de la Namibie.

Ce que nous voudrions signaler, c'est que les politiques de ces gouvernements occidentaux à l'égard de la Namibie et de l'Afrique du Sud manquent au plus haut point de perspicacité car elles reposent sur le faux espoir que l'apartheid durera toujours. Cela revient, littéralement, à un investissement dans la mauvaise foi parce que ces politiques ne font qu'encourager la colère des peuples de Namibie et

M. Meli

d'Afrique du Sud, peuples qui ont de la mémoire et auxquels l'avenir de ces deux pays appartient. Il est normal de s'attendre que nous nous rappelions de ceux qui ne nous ont traités que comme combustible pour faire tourner les moteurs de leur avidité économique. Il est tout aussi important de dire que nous souhaiterions de beaucoup que la communauté internationale tout entière agisse de concert avec honnêteté dans la recherche d'une solution juste et durable au problème de l'apartheid et de l'occupation illégale de la Namibie. A cet égard, il convient d'imposer des sanctions globales et obligatoires contre le régime raciste de Pretoria.

On va encore nous dire que les sanctions seront nuisibles à la population même que nous cherchons à aider. Le fait est, toutefois, que rien ne pourra nous être plus nuisible que l'apartheid et ses conséquences. Rien ne peut être plus nuisible que la non-application des résolutions 435 (1978) et 439 (1978). En outre, aucune liberté véritable, pas même la liberté américaine, ne s'est gagnée sans sacrifice.

On nous dira également que les sanctions détruiront l'économie sud-africaine. Le fait est, cependant, que la vitalité de l'apartheid provient de son économie et que par conséquent toute action menée contre l'apartheid doit inévitablement se diriger contre son économie. Le régime raciste de Pretoria sait cela et c'est pourquoi il a décrété que la préconisation de sanctions était un crime presque comparable à la trahison.

Les peuples de la Namibie et de l'Afrique du Sud continuent de demander l'imposition de sanctions globales et obligatoires, tout en ayant pleinement conscience que cela entraînera certaines épreuves supplémentaires. Nous savons aussi que les sanctions vont affaiblir encore davantage l'apartheid et, pour nous, ces souffrances supplémentaires seront tout simplement le prix à payer pour faire cesser l'oppression et l'exploitation de notre peuple. Ceux qui veulent honnêtement nous aider se rangeront à notre appel et agiront en conséquence.

Nous remercions le Secrétaire général pour le temps, l'énergie et les ressources qu'il continue de consacrer sans relâche à sa quête pour la décolonisation de la Namibie. Nous remercions également le Conseil des Nations Unies pour la Namibie et tout particulièrement son dynamique Président, S. E. l'Ambassadeur P. Dingi zuze, pour les efforts qu'ils continuent de déployer pour mobiliser un appui international toujours plus grand en faveur de la lutte de libération du peuple namibien.

M. Meli

Nous remercions également tous les pays qui, individuellement ou multilatéralement, ont adopté des trains de sanctions contre le régime raciste de Pretoria. Notre espoir fervent, qui est aussi notre appel, est que, dans l'intérêt d'une efficacité accrue, ils prêteront leur appui sans équivoque à des sanctions globales obligatoires au cours de cette réunion du Conseil de sécurité.

C'est avec une profonde émotion que nous souhaitons également réaffirmer notre solidarité inébranlable de principe avec la lutte du peuple héroïque de Namibie et son grand mouvement de libération nationale, la South West Africa People's Organization (SWAPO).

La lutte continue. La victoire est certaine.

Le PRESIDENT : Je remercie M. Meli des paroles aimables qu'il a eues à mon endroit et à l'endroit de mon pays.

M. WALTERS (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) ; Je tiens à féliciter le Représentant permanent de la Bulgarie, l'Ambassadeur Tsvetkov, à l'occasion de son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois d'avril. Je suis certain que sous sa lérule équitable et efficace, le Conseil travaillera avec équité et diligence. Je tiens aussi à rendre hommage au Président du Conseil de sécurité pour le mois de mars, le Représentant permanent de l'Argentine, l'Ambassadeur Delpech, sous la direction compétente duquel le Conseil a mené ses travaux.

Les Etats-Unis se félicitent de ce débat sur la Namibie. Presque 18 mois se sont écoulés depuis que le Conseil s'est réuni pour la dernière fois à ce propos. Presque 10 ans se sont écoulés depuis l'adoption de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, dans laquelle nous avons tous placé tant d'espoir. Entre-temps, nous sommes arrivés au point où l'application de la résolution 435 (1978) semble être à notre portée. Tout ce qu'il faut désormais, c'est la volonté de toutes les parties en cause.

Le problème dont nous parlons ici tient au fait que l'Afrique du Sud n'a pas le droit d'être en Namibie, ni le droit de diriger la politique intérieure ou étrangère d'un pays dont le peuple aspire à l'indépendance, pas plus qu'elle n'a le droit de l'utiliser comme un tremplin pour violer les frontières d'Etats voisins. Mon gouvernement à maintes reprises a clairement apposé ses vues à ce sujet. Les Etats-Unis participent encore aux efforts pour amener la Namibie à l'indépendance en vertu de la résolution 435 (1978). L'annonce par l'Afrique du Sud que le 1er août 1986 serait la date du commencement de l'application de la résolution 435 (1978) - à condition qu'un accord préalable ait été atteint sur le

M. Walters (Etats-Unis)

retrait des troupes cubaines - offrait une occasion critique pour parvenir à l'indépendance namibienne. Nous regrettons que, jusqu'à présent, l'Angola n'ait pas saisi cette occasion. Pour notre part, nous avons constamment répété que nous sommes disposés à reprendre le débat de fond avec Luanda sur la façon de parvenir à un règlement fondé sur la résolution 435 (1978). Nous prenons note des indications récentes selon lesquelles les Angolais eux-mêmes comprennent qu'il serait judicieux de revenir à la table des négociations, laquelle offre le seul espoir d'une paix durable. Nous nous réjouissons qu'après un hiatus de 15 mois le Gouvernement angolais se soit montré disposé à reprendre les pourparlers sur la façon de réaliser un règlement.

Dans la pratique, si l'on veut parvenir à un règlement d'ensemble, il est indispensable de tenir compte des préoccupations de sécurité de l'Angola et de l'Afrique du Sud centrées sur la Namibie. Ces préoccupations existent. Il faut y faire face si l'on veut atteindre les résultats que nous recherchons au titre de la résolution 435 (1978). Dans la proposition "plataforma" convenue dans leur lettre de novembre 1984 au Secrétaire général, les Angolais eux-mêmes ont accepté le fait que l'indépendance namibienne ne pouvait se réaliser que dans le contexte d'un retrait des troupes cubaines de l'Angola.

M. Walters (Etats-Unis)

Les Etats-Unis persistent à croire que tant que l'Angola et l'Afrique du Sud ne pourront s'entendre sur un calendrier de retrait échelonné des troupes cubaines de l'Angola en relation avec le retrait de l'Afrique du Sud de la Namibie, il est utopique de s'attendre que l'Afrique du Sud commence à appliquer la résolution 435 (1978). La préoccupation qui s'attache au rôle de la Namibie sous l'angle de la sécurité de l'Angola et de l'Afrique du Sud, comme les Etats-Unis l'ont dit bien souvent dans le passé, n'est pas un concept artificiel imposé de l'extérieur. La sécurité de la Namibie est étroitement liée tant à l'Angola qu'à l'Afrique du Sud. La sécurité réciproque de ces Etats implique la présence de dizaines de milliers de soldats étrangers dans cette région.

Cette réalité lie de façon inéluctable les événements en Angola à la situation en Namibie. A cet égard, les Etats-Unis regrettent profondément que M. Castro, lors du sommet des non-alignés à Harare, en décembre dernier, ait cherché à lier les événements dans un contexte encore plus étendu. Il a fabriqué un nouveau couplage, que ne sauraient accueillir favorablement ni les Angolais ni les Namibiens, lorsqu'il a affirmé que les troupes cubaines resteraient en Angola tant que l'apartheid n'aura pas été éliminé en Afrique du Sud.

Nous voulons que l'apartheid cesse dès maintenant et nous serons à la tête du chœur international d'approbation lorsque cela se produira. Mais des déclarations telles que celle de M. Castro ne font que confirmer ce qu'affirme l'Afrique du Sud, à savoir que les forces cubaines en Angola sont une menace pour sa sécurité et, par là même, renforcent la condition pratique selon laquelle ces forces doivent être retirées si l'on veut persuader Pretoria d'accorder aux Namibiens l'indépendance sûre qu'ils recherchent. En outre, on se demande si le gouvernement de La Havane ne cherche pas simplement une nouvelle justification à une aventure militaire au-delà des mers, qui serait loin d'être populaire et en Afrique et à Cuba.

Bref, le débat interminable sur l'"inadmissibilité" de l'établissement d'un lien entre les événements de Namibie et de l'Angola est stérile et doit être reconnu comme tel.

Les nombreuses résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, non plus que les déclarations du Mouvement des non-alignés sur la Namibie, n'ont pas réussi à obtenir l'application pacifique de la résolution 435 (1978). Le couplage y a été condamné, malgré la proposition angolaise dont j'ai parlé. Il y est déclaré aussi que la SWAPO est le "seul et authentique représentant du peuple namibien", affirmation contestée par de nombreux autres Namibiens et totalement incompatible avec les principes démocratiques. On y critique les

M. Walters (Etats-Unis)

Etats-Unis nommément, bien que critiquer nommément tel ou tel pays dans les résolutions soit contraire à la coutume établie aux Nations Unies et contraire aux vœux exprimés par tous dans une résolution négociée sur les problèmes qui affectent l'Afrique australe.

Je dois évoquer aussi une pratique que mon gouvernement juge particulièrement inadmissible et détestable : les menaces contre les Etats qui ont jugé bon de se détacher du groupe et refusent de suivre cette désignation arbitraire. Il est scandaleux que ces Etats fassent l'objet de pressions sous une forme ou une autre pour avoir respecté ce que leur dictent leurs propres principes. Mon gouvernement tient à assurer de son plein appui tous les Etats qui pourraient faire face à une telle situation.

Dans le même esprit, nous rejetons tous les efforts visant à légitimer la lutte armée par des résolutions des Nations Unies ou par tout appel ou appui à la "lutte armée", car c'est là un appel aux armes dangereux dans une région instable.

Je tiens également à noter la requête présentée par la Conférence multipartite de Namibie au Président du Conseil de sécurité pour être autorisée à participer aux délibérations au titre de l'article 39 du règlement intérieur provisoire de cet organe. Une requête adressée au Conseil par une personne qui peut avoir des informations à fournir, indépendamment de son affiliation politique, devrait être accueillie favorablement. Il importe que ce conseil soit capable de faire preuve d'impartialité et soit perçu comme tel pour que toutes les parties intéressées puissent compter sur lui. C'est un élément central de la résolution 435 (1978). Les Etats-Unis sont convaincus qu'il importe que le Conseil de sécurité ait accès directement à tous les points de vue émanant de Namibie. La requête présentée par le Président et plusieurs membres du Conseil est, cependant, viciée parce qu'elle a été adressée par et au nom du secrétariat de la Conférence multipartite, entité qui englobe ce qu'on appelle le "gouvernement transitoire d'unité nationale". Dans ce cas, et sans porter préjudice à la faculté du Conseil d'entendre des personnes par ailleurs compétentes, les Etats-Unis pensent que le Conseil n'est pas obligé d'accueillir favorablement la requête de la Conférence multipartite telle quelle pour prendre la parole au Conseil. N'était le vice de procédure de la requête de la Conférence multipartite, les Etats-Unis seraient enclins à recommander que satisfaction lui soit accordée.

M. Walters (Etats-Unis)

Etats-Unis nommément, bien que critiquer nommément tel ou tel pays dans les résolutions soit contraire à la coutume établie aux Nations Unies et contraire aux vœux exprimés par tous dans une résolution négociée sur les problèmes qui affectent l'Afrique australe.

Je dois évoquer aussi une pratique que mon gouvernement juge particulièrement inadmissible et détestable : les menaces contre les Etats qui ont jugé bon de se détacher du groupe et refusent de suivre cette désignation arbitraire. Il est scandaleux que ces Etats fassent l'objet de pressions sous une forme ou une autre pour avoir respecté ce que leur dictent leurs propres principes. Mon gouvernement tient à assurer de son plein appui tous les Etats qui pourraient faire face à une telle situation.

Dans le même esprit, nous rejetons tous les efforts visant à légitimer la lutte armée par des résolutions des Nations Unies ou par tout appel ou appui à la "lutte armée", car c'est là un appel aux armes dangereux dans une région instable.

Je tiens également à noter la requête présentée par la Conférence multipartite de Namibie au Président du Conseil de sécurité pour être autorisée à participer aux délibérations au titre de l'article 39 du règlement intérieur provisoire de cet organe. Une requête adressée au Conseil par une personne qui peut avoir des informations à fournir, indépendamment de son affiliation politique, devrait être accueillie favorablement. Il importe que ce conseil soit capable de faire preuve d'impartialité et soit perçu comme tel pour que toutes les parties intéressées puissent compter sur lui. C'est un élément central de la résolution 435 (1978). Les Etats-Unis sont convaincus qu'il importe que le Conseil de sécurité ait accès directement à tous les points de vue émanant de Namibie. La requête présentée par le Président et plusieurs membres du Conseil est, cependant, viciée parce qu'elle a été adressée par et au nom du secrétariat de la Conférence multipartite, entité qui englobe ce qu'on appelle le "gouvernement transitoire d'unité nationale". Dans ce cas, et sans porter préjudice à la faculté du Conseil d'entendre des personnes par ailleurs compétentes, les Etats-Unis pensent que le Conseil n'est pas obligé d'accueillir favorablement la requête de la Conférence multipartite telle quelle pour prendre la parole au Conseil. N'était le vice de procédure de la requête de la Conférence multipartite, les Etats-Unis seraient enclins à recommander que satisfaction lui soit accordée.

M. Walters (Etats-Unis)

Les vues des Etats-Unis sur les sanctions obligatoires contre l'Afrique du Sud, dans le contexte de l'apartheid ou de la Namibie, sont bien connues. Nous y demeurons catégoriquement opposés pour les mêmes raisons que nous avons soulignées bien souvent en détail - la dernière fois le 20 février 1987 au cours du débat du Conseil de sécurité sur les sanctions limitées obligatoires. Les Etats-Unis estiment que chaque nation doit rester libre de mettre en oeuvre ou de modifier la politique qu'elle juge la plus appropriée, y compris celle des sanctions, dans la poursuite de notre objectif commun, qui est de réaliser l'indépendance de la Namibie aussi rapidement et pacifiquement que possible. A cet égard, les Etats-Unis appliquent toute la gamme des sanctions promulguées par le Congrès l'an dernier, non seulement à l'Afrique du Sud mais à la Namibie également. Néanmoins, nous demeurons convaincus que des sanctions obligatoires imposées par cet organe limiteraient très sérieusement l'initiative des nations, telles que les Etats-Unis, qui cherchent à amener l'Afrique du Sud à appliquer la résolution 435 (1978). Des sanctions obligatoires compliqueraient et mettraient en échec la réalisation de cet objectif. Les Etats-Unis n'acceptent pas le droit que s'arrogent d'autres, dans ce conseil, de décider pour nous de la manière de contribuer au mieux à hâter l'indépendance de la Namibie.

Aucun pays n'a oeuvré avec plus d'acharnement que le mien pour amener la Namibie à l'indépendance. Nous poursuivrons nos efforts vers cette fin mais nous ne saurions accepter qu'on nous lie les mains dans cette tentative.

Il y a dans la communauté internationale des éléments qui ont un intérêt direct à ce que se perpétue le problème namibien et que se poursuive le conflit tragique en Angola. Et il y a ceux qui, comme les Etats-Unis, cherchent une solution rapide et pacifique du problème, à des conditions acceptables pour toute la communauté internationale dans son ensemble, aux parties intéressées et, plus important encore, au peuple namibien lui-même.

Par conséquent, avant de terminer, je tiens à exprimer au Secrétaire général la gratitude et la reconnaissance de mon pays pour les efforts inlassables qu'il a déployés en vue de l'indépendance de la Namibie. Nous appuyons pleinement ces efforts. Nous demandons également à tous les autres Etats concernés de les appuyer. Les bons offices du Secrétaire général restent un facteur clef dans les efforts déployés pour amener la Namibie à l'indépendance rapidement et pacifiquement.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant des Etats-Unis pour les paroles aimables qu'il m'a adressées.

L'orateur suivant est le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. AZZAROUK (Jamahiriya arabe libyenne) (interprétation de l'arabe) :

Monsieur le Président, qu'il me soit permis au début de mon intervention de vous adresser nos sincères félicitations à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil pour ce mois d'avril. Ma délégation est convaincue que, grâce à votre compétence politique et à votre vaste expérience, vous serez à même de mener à bien les délibérations de ce conseil. Ma délégation est également convaincue que votre pays ami, qui appuie les mouvements de libération mondiaux, est le meilleur exemple à suivre s'agissant du soutien à apporter au peuple opprimé de la Namibie sous la direction de la South West Africa People's Organization, son seul représentant légitime.

M. Azzarouk (Jamahiriya arabe libyenne)

Je saisis par ailleurs cette occasion pour exprimer notre reconnaissance à votre prédécesseur, S. E. l'Ambassadeur Delpech, représentant de l'Argentine amie, pour la manière tellement habile dont il a dirigé les travaux du Conseil pendant le mois écoulé.

Face à la situation actuelle où le peuple namibien frère est en butte aux pires souffrances, il est grand temps que le Conseil tienne compte des préoccupations de la majorité écrasante de la majorité internationale pour parvenir à une solution finale et durable du problème.

Etant donné que tout porte à croire que la situation dans le Territoire et dans la région de l'Afrique australe en général ne cesse de se détériorer, et devant l'attitude positive de la communauté internationale, on est en droit de se demander quelles mesures le Conseil pourrait prendre pour éviter de nouvelles effusions de sang et contribuer à l'indépendance de la Namibie.

Il y a neuf ans, les membres du Conseil de sécurité sont convenus d'un plan concerté pour l'indépendance de la Namibie, comme reflété dans la résolution 435 (1978) adoptée par le Conseil de sécurité en 1978. Ce plan prévoit tous les arrangements devant permettre au peuple namibien d'accéder à l'indépendance, et entre autres l'organisation, sous les auspices des Nations Unies, d'élections libres et équitables. Nous nous demandons encore comment certaines parties ont pu empêcher jusqu'à ce jour la matérialisation de cette unanimité internationale.

L'exposé honnête et franc contenu dans le rapport du Secrétaire général (document S/18767 en date du 31 mars 1987) nous conduit à lui exprimer notre gratitude, notamment pour ses conclusions qui sont sans équivoque et servent de prélude à l'examen de la question à l'ordre du jour.

Ma délégation condamne vivement le principe du couplage de l'indépendance de la Namibie et le retrait des forces cubaines internationalistes d'Angola. C'est là une question parfaitement étrangère à la résolution 435 (1978) adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité ainsi qu'une condition préalable rejetée purement et simplement par la communauté internationale.

La question de Namibie demeure une responsabilité politique et morale pour le Conseil de sécurité qui doit passer à l'action en adoptant des mesures décisives conduisant sans plus de retard ni condition préalable à l'indépendance du peuple namibien.

Le Conseil des Nations Unies pour la Namibie a décrit dans le détail l'étendue de l'exploitation et du pillage des richesses de la Namibie par l'intermédiaire d'un réseau de sociétés transnationales qui ont grandement contribué au

M. Azzarouk (Jamahiriya arabe libyenne)

durcissement de la position raciste de Pretoria au sujet de la question de l'indépendance namibienne. En effet, cela a permis à Pretoria de gagner du temps et de vider le Territoire de ses ressources naturelles, d'en faire un os privé de sa chair.

Nous regrettons profondément qu'un certain nombre d'Etats Membres des Nations Unies, notamment parmi les membres permanents du Conseil de sécurité auxquels incombent, en vertu de la Charte, des responsabilités particulières en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales, soient les grands bénéficiaires du pillage et de l'exploitation brutale et intensive du Territoire par le biais de sociétés transnationales relevant de la juridiction de leur pays.

Comme en témoigne l'arrogance affichée par le représentant de Pretoria devant le Conseil, rien n'a changé dans la politique frauduleuse de Pretoria, qui fait fi de la volonté de la communauté internationale grâce à l'appui d'un certain nombre de ses amis occidentaux. Ce représentant nous rappelle son homologue et frère, le représentant de l'entité nazie, raciste et sioniste en Palestine occupée, qui jouit du soutien et de la protection de ses amis occidentaux. Alors que le représentant de cette entité a démenti à maintes reprises l'existence d'une collaboration entre son pays et Pretoria, le rapport soumis par le Département d'Etat américain au Congrès des Etats-Unis au début de ce mois infirme et contredit cette assertion. Ce rapport indique que le produit des ventes d'armes entre les deux gouvernements est, selon les estimations, de l'ordre de 400 à 800 millions de dollars.

Le Conseil ne dispose que d'un seul moyen pacifique pour permettre à la Namibie d'accéder à l'indépendance : l'imposition, par la communauté internationale, des sanctions globales et obligatoires prévues au Chapitre VII de la Charte contre le régime d'apartheid afin de contraindre celui-ci à octroyer l'indépendance à la Namibie et de rétablir son peuple dans son droit à l'autodétermination.

Ainsi, la Namibie saura enfin qui sont ses véritables amis. Elle saura aussi qui sont ses ennemis et qui attente à sa liberté, fait obstacle à son développement, essaie une nouvelle fois de la coloniser et de s'ingérer dans ses affaires intérieures grâce à une poignée d'agents érigés en dirigeants de son pays par la force des armes impérialistes.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne pour les paroles aimables qu'il m'a adressées.

M. BELONOGOV (Union des Républiques socialistes soviétiques)

(interprétation du russe) : Monsieur le Président, je vous félicite de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois d'avril. La délégation soviétique est convaincue que votre expérience politique et diplomatique aux multiples facettes vous permettra de remplir avec efficacité vos fonctions de président. Je tiens de même à rendre hommage à votre prédécesseur, l'Ambassadeur Delpech, Représentant permanent de l'Argentine, qui s'est brillamment acquitté de ses fonctions présidentielles pendant le mois de mars.

En 1986 - proclamée par les Nations Unies Année internationale de la paix - deux grandes réunions internationales ont été organisées sous l'égide des Nations Unies : la Conférence internationale de Vienne pour l'indépendance immédiate de la Namibie et la Conférence mondiale de Paris sur l'adoption de sanctions contre l'Afrique du Sud raciste.

La question de l'indépendance de la Namibie a fait l'objet d'un examen approfondi lors de la quatorzième session extraordinaire, de la quarantième session ordinaire de l'Assemblée générale, de la huitième Conférence au sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement du Mouvement des non-alignés et de la session de l'Organisation de l'unité africaine.

M. Belonoqov (URSS)

Dans toutes ces instances, on a instamment demandé au Conseil de sécurité d'utiliser d'urgence les prérogatives qui lui sont conférées par la Charte des Nations Unies et d'entreprendre des actions décisives pour assurer la mise en oeuvre des résolutions et décisions des Nations Unies concernant la Namibie. Il a été exigé que le Conseil de sécurité, compte tenu de la grave menace que représente le régime raciste pour la paix et la sécurité internationales lui applique les sanctions obligatoires et globales prévues au Chapitre VII de la Charte.

Malheureusement, l'année 1986, malgré tous les efforts de la communauté internationale, n'a apporté ni la paix ni l'indépendance au peuple namibien qui a tant souffert. Il reste pris dans les griffes du colonialisme des racistes sud-africains. Maintenant, le Conseil de sécurité est une nouvelle fois saisi de la question de la situation en Namibie.

La majorité écrasante des membres de la communauté internationale sont unanimes pour dire que la solution du problème namibien ne peut plus attendre. Il est indispensable que le Conseil de sécurité satisfasse enfin aux obligations qui lui incombent et que, prenant des mesures décisives, il assure que l'Afrique du Sud applique toutes les décisions du Conseil de sécurité et des Nations Unies, relatives à la Namibie. Il est temps de faire disparaître la tache honteuse qui macule la conscience de l'humanité et de faire en sorte que les racistes sud-africains cessent de refuser obstinément au peuple namibien son droit inaliénable à une véritable liberté et à une véritable autodétermination.

La question de la libération de la Namibie de la tyrannie raciste est l'une des tâches centrales les plus urgentes qui attendent la communauté internationale tout entière, et plus particulièrement l'Organisation des Nations Unies et le Conseil de sécurité. Néanmoins, jusqu'à présent, à cause de la position de certains de ses membres permanents - les Etats-Unis et la Grande-Bretagne - le Conseil n'a pas pu adopter ni mettre en oeuvre des mesures contraignantes efficaces contre le régime raciste de Pretoria, conformément au Chapitre VII de la Charte, de façon à assurer l'exécution des décisions qu'il avait prises lui-même à propos de la Namibie. L'incapacité du Conseil, de par ces activités obstructionnistes, de prendre les décisions qui s'imposent, aide les racistes de l'Afrique du Sud à préserver leur mainmise coloniale sur la Namibie. Le régime raciste de l'Afrique du Sud n'est pas fort en lui-même. En Afrique du Sud même, la terre brûle sous les pieds des racistes. Si les racistes lancent ouvertement un défi aux Nations Unies et à la communauté mondiale, c'est uniquement parce qu'ils sentent derrière eux

M. Belonogov (URSS)

l'appui politique et matériel concret des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. Aujourd'hui encore, Pretoria, à en juger par toutes les informations, continue à compter sur ceux qui l'appuient.

C'est donc ainsi abrités que les racistes de Pretoria ont lancé une armée de 100 000 hommes pour écraser la résistance du peuple namibien contre l'opresseur. C'est protégée sous le même abri que, malgré l'embargo sur les armes, l'Afrique du Sud reçoit des armements modernes, continue à bénéficier des crédits des banques occidentales et peut ainsi garder sa mainmise sur la Namibie. Enfin, toujours sous le même abri protecteur, elle continue à escalader en Namibie la prétendue armée territoriale namibienne et à étayer le gouvernement fantoche provisoire.

La politique étrangère de certains pays occidentaux à l'égard de l'Afrique du Sud non seulement a resserré davantage encore le noeud namibien mais, en outre, a abouti à la déstabilisation de la situation dans toute l'Afrique australe; elle a également contribué à renforcer l'agressivité du régime sud-africain. C'est depuis le territoire namibien que ce régime perpètre des actes d'agression directs contre l'Angola. Il lance également des actes d'agression contre le Mozambique et d'autres Etats indépendants. Pour l'essentiel, ces pays sont victimes d'une guerre non déclarée que mènent contre eux les racistes de Pretoria et leurs mercenaires. Tout cela constitue une grave menace pour la paix et la sécurité internationales.

Condamnant en paroles tel ou tel acte de Pretoria, les Etats-Unis et certains de leurs alliés en fait protègent les racistes. Ils font obstacle à l'adoption de mesures décisives contre le régime de l'Afrique du Sud et encouragent ainsi le régime à entretenir la violence et à l'étendre à l'intérieur du pays, à maintenir le colonialisme en Namibie et à augmenter le terrorisme d'Etat pratiqué par l'Afrique du Sud.

Les interventions, aujourd'hui, au Conseil de sécurité, des représentants des Etats-Unis d'Amérique et de la Grande-Bretagne, nous ont beaucoup déçus. Elles confirment l'absence d'un changement réel dans la position des Gouvernements de ces deux pays qui, jusqu'à présent, ont empêché le Conseil de s'acquitter de ses responsabilités à l'égard de la Namibie. Les condamnations verbales du régime de l'Afrique du Sud ne suffisent pas. Les mots ne veulent pas dire grand-chose s'ils ne sont pas étayés par des actes concrets; ils n'ont plus aucun sens si les actes les contredisent. La question des sanctions obligatoires est la pierre de touche qui permet de faire connaître la position véritable de tel ou tel gouvernement à l'égard des racistes sud-africains.

M. Belonogov (URSS)

Le représentant des Etats-Unis a essayé, artificiellement, d'introduire dans la discussion sur la Namibie la question des rapports entre l'Angola et Cuba. Manifestement, cela a été fait pour essayer de détourner l'attention de la position peu honorable des Etats-Unis eux-mêmes à l'égard du régime raciste de l'Afrique du Sud. Le fameux "couplage" de la question de Namibie et des moyens de défense de l'Angola a été rejeté à juste titre par les Nations Unies, le Conseil de sécurité et l'ensemble de la communauté internationale. Ce couplage, comme l'ont souligné beaucoup d'orateurs qui m'ont précédé, ne peut être considéré autrement que comme une manoeuvre cynique des racistes de Pretoria et de leurs protecteurs occidentaux, qui reflète leur désir d'empêcher la mise en oeuvre de la résolution 435 (1978) et leur tentative d'imposer une solution nouvelle et néo-colonialiste pour résoudre le problème namibien et les autres problèmes de l'Afrique australe. Je suis certain que si ce couplage artificiel n'existait pas, on aurait inventé un autre prétexte pour contrecarrer l'imposition à l'Afrique du Sud des sanctions obligatoires.

M. Belonogov (URSS)

Lors du vingt-septième Congrès du parti communiste de l'Union soviétique, qui a défini les orientations fondamentales de la politique étrangère de l'Union soviétique, on a mis l'accent de façon particulière sur les éléments nécessaires à l'assainissement du climat international. Il a entre autres été question du respect inconditionnel dans la pratique internationale du droit de chaque peuple à choisir de façon souveraine les voies et les formes de son développement, du juste règlement politique des crises internationales et des conflits régionaux et de la totale élimination du génocide, de l'apartheid et de toutes les formes de discrimination raciale, nationale ou religieuse.

Comme elle l'a souligné à maintes reprises dans ses déclarations, l'Union soviétique considère qu'il est de son devoir international d'appuyer la lutte anticolonialiste et antiraciste des peuples. Notre solidarité avec les peuples en lutte fait partie intégrante des efforts que nous déployons pour instaurer un système viable de sécurité générale. Ce n'est que sur la base d'un respect inconditionnel du droit de tous les peuples à la liberté et à l'indépendance qu'il sera possible de sortir d'impasses spécifiques et de stabiliser la situation dans les divers foyers de tension de la planète, notamment en Afrique australe.

L'Union soviétique se prononce pour une solution politique immédiate du problème namibien, par la mise en oeuvre rapide de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité et de l'ensemble des autres décisions fondamentales adoptées par le Conseil et l'Assemblée générale y relatives. Nous sommes prêts à apporter notre contribution à la réalisation de ce but. Cette position de l'Union soviétique se fonde sur la nécessité, pour le peuple namibien, de réaliser rapidement son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance véritables sur la base de la préservation de l'unité et de l'intégrité territoriale de la Namibie, y compris Walvis Bay et les îles côtières.

Malgré les actes de cruelle répression et les manoeuvres néo-colonialistes des racistes sud-africains, la lutte de libération désintéressée menée par les peuples de l'Afrique du Sud et de la Namibie continue à se développer. Dans son intervention au Conseil de sécurité, le Secrétaire aux affaires étrangères de la South West Africa People's Organization (SWAPO), M. Theo-Ben Gurirab a, comme les représentants d'Etats africains et autres, parlé avec beaucoup de conviction de la détermination du peuple de Namibie et des autres peuples d'Afrique de parvenir à la

M. Belonogov (URSS)

libération et à l'indépendance véritables pour la Namibie. Nous ne doutons pas que cet objectif sera atteint, quelles que soient les manoeuvres auxquelles pourraient recourir les racistes de Pretoria et ceux qui les soutiennent.

Nous réaffirmons que la sympathie du peuple soviétique est entièrement acquise au peuple namibien, qui mène une lutte de libération héroïque pour la liberté et l'indépendance sous la direction de son seul représentant légitime, la South West Africa People's Organization (SWAPO). L'Union soviétique n'a cessé et ne cessera d'accorder une aide totale à la juste lutte du peuple namibien, lutte qu'il mène par tous les moyens dont il dispose, en pleine conformité avec les décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies.

L'Union soviétique appuie activement les pays africains et la communauté internationale en général, qui se prononcent à l'unanimité pour l'application de sanctions globales obligatoires contre le régime de Pretoria en vertu du Chapitre VII de la Charte. A ce stade, ce moyen est le seul qui puisse permettre de régler le problème namibien. La délégation soviétique votera pour le projet de résolution dont le Conseil est saisi.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Union soviétique des aimables paroles qu'il m'a adressées.

L'orateur suivant est le représentant de la Tchécoslovaquie. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. CESAR (Tchécoslovaquie) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous exprimer mes félicitations à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois d'avril. Vos compétences professionnelles, votre sens de l'objectivité et des responsabilités sont le garant du succès des travaux de cet organe extraordinairement important. Je me réjouis de pouvoir exprimer ma satisfaction de voir qu'en cette circonstance le Conseil de sécurité est présidé par un représentant de la République populaire de Bulgarie, à laquelle mon pays est lié par des liens fraternels de coopération socialiste.

J'aimerais également saisir cette occasion pour exprimer nos remerciements à l'Ambassadeur Marcelo Delpech, Représentant permanent de l'Argentine, pour le travail accompli dans l'exercice de ses responsabilités de Président du Conseil de sécurité pour le mois de mars. J'aimerais également remercier les membres du Conseil pour avoir permis à ma délégation de se prononcer sur la question actuellement à l'examen.

M. César (Tchécoslovaquie)

La question de Namibie dont discute aujourd'hui le Conseil de sécurité représente l'une des tâches essentielles et pressantes que les Nations Unies sont appelées à exécuter dans le cadre de leur lutte contre les politiques d'agression et de violence, le colonialisme et le néo-colonialisme, le racisme et l'apartheid qui ont cours sur notre planète. Nous sommes aux prises avec la situation dans le Sud-Ouest africain depuis près de 40 ans. Tout au long de cette période, la communauté internationale et les Nations Unies en particulier ont fait des efforts considérables pour mettre fin à la domination coloniale du régime raciste de Pretoria en Namibie et préserver les intérêts légitimes du peuple namibien ainsi que son droit inaliénable à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance nationale.

Malgré ces efforts, la Namibie demeure la victime de la répression coloniale. Au cours de sa récente visite en République socialiste tchécoslovaque, M. Sam Nujoma, Président de la South West Africa People's Organization (SWAPO), a déclaré, entre autres choses, que la situation politique et militaire en Namibie et autour de ce pays était très critique et découlait des actes de répression de plus en plus fréquents perpétrés par la minorité blanche raciste d'Afrique du Sud contre les peuples de la Namibie et de l'Afrique du Sud. Les troupes colonialistes de l'Afrique du Sud raciste en Namibie se chiffrent à plus de 100 000 hommes, qui massacrent journellement le peuple namibien, menacent son existence et occupent son pays. Le régime raciste s'appuie de plus en plus sur des mercenaires étrangers. Il ne peut plus compter sur ses propres soldats qui se laissent aller au découragement. Les racistes enrôlent également de force la population noire pour servir dans leurs forces armées.

Il existe de nombreuses preuves à l'appui de ces affirmations. Cela donne la mesure des souffrances qu'entraîne pour le peuple namibien la politique colonialiste la plus brutale qui soit. En même temps, toutefois, la Namibie est devenue un symbole de l'héroïsme d'une nation qui aspire à la liberté. La participation de larges couches de la population aux manifestations contre le régime d'occupation va croissant. Les opérations de guérilla menées par les Namibiens, sous la direction de la South West Africa People's Organization (SWAPO) s'intensifient. Rien ne peut les arrêter, malgré la répression et l'agressivité croissantes du régime.

M. César (Tchécoslovaquie)

La lutte de libération nationale que mène le peuple namibien par tous les moyens dont il dispose, y compris la lutte armée, est juste et légitime et mérite d'être appuyée par les Nations Unies, auxquelles incombe la responsabilité directe de faire en sorte que la Namibie accède rapidement à l'indépendance. Les politiques de haine et les pratiques inhumaines du régime d'apartheid, l'agressivité croissante des racistes de Pretoria à l'encontre d'Etats souverains voisins sont la principale source des tensions sans cesse accrues dans la région et menacent sérieusement la paix et la sécurité internationales, qui transcendent les frontières régionales.

M. César / (Tchécoslovaquie)

Extrêmement dangereuse est l'utilisation abusive du Territoire de la Namibie par le régime sud-africain en tant que base à ses actes d'agression contre les Etats africains indépendants voisins. Comment est-il possible que Pretoria puisse bafouer aussi cyniquement l'autorité des Nations Unies? Comment ce régime peut-il oser faire fi des vues de l'écrasante majorité de l'humanité?

La réponse à ces questions est simple : il se sent libre de le faire en raison de la convoitise dont font l'objet les richesses de la Namibie de la part des sociétés transnationales; en raison des intérêts stratégiques et des ambitions globales de l'impérialisme qui coïncident avec les intérêts des dirigeants sud-africains. Il peut agir ainsi parce que certains Membres des Nations Unies court-circuitent délibérément l'embargo imposé par le Conseil de sécurité contre l'Afrique du Sud. Et c'est ainsi que la tragédie du peuple namibien se poursuit. Ce sont là également les raisons pour lesquelles le Conseil de sécurité n'est pas en mesure de corroborer les efforts de décolonisation faits par le peuple namibien et la communauté internationale en recourant à des sanctions efficaces aux termes de la Charte des Nations Unies. La leçon à tirer de ce rejet des sanctions depuis 20 ans aurait dû amener un changement fondamental dans la position de ceux qui n'hésiteraient pas une seconde à imposer des sanctions contre Cuba et le Nicaragua, mais qui, dans le cas de Pretoria, cherche hypocritement à invoquer tout prétexte pour rendre impossible l'imposition de ces sanctions, ou tout au moins les réduire au minimum.

Les Nations Unies, et le Conseil de sécurité en premier lieu, ont une responsabilité directe pour ce qui est de mettre en oeuvre des décisions déjà adoptées au sujet de la Namibie ainsi que de trouver une juste solution à la question de Namibie dès que possible. Nous appuyons sans réserve les justes exigences de la communauté internationale, à savoir que des sanctions générales et obligatoires doivent être adoptées contre le régime sud-africain par le Conseil de sécurité conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

Ma délégation condamne la politique du "couplage" et de la "coopération constructive" avec le régime de Pretoria, qui, en fait, invite les racistes à perpétrer la violence et la terreur contre les populations africaines de l'Afrique du Sud et de la Namibie, à poursuivre l'escalade de l'agression contre les Etats de première ligne, à rester intraitables sur la question de la Namibie et, l'un dans l'autre, à saboter les résolutions et décisions adoptées par les Nations Unies sur la question de Namibie.

M. César (Tchécoslovaquie)

Nous sommes pour l'élimination complète et finale du colonialisme et du racisme sous toutes leurs formes et manifestations, et nous nous prononçons en conséquence résolument pour l'exercice inconditionnel et immédiat des droits inaliénables de la population namibienne à l'autodétermination et à l'indépendance nationale dans une Namibie unifiée, jouissant d'une territorialité intégrale - y compris Walvis Bay et les îles au large de ses côtes -, et pour le retrait immédiat et complet de toutes les troupes et institutions administratives de l'Afrique du Sud du Territoire de la Namibie. Nous appuyons la SWAPO en tant que seul représentant légitime du peuple namibien.

Pour terminer, je veux répéter une fois de plus que la Tchécoslovaquie continuera de prendre une part active à toutes les mesures efficaces adoptées par les Nations Unies pour mener la Namibie à l'indépendance.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Tchécoslovaquie pour les paroles aimables qu'il m'a adressées.

L'orateur suivant est le représentant de la République socialiste soviétique de Biélorussie. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. MAKSIMOV (République socialiste soviétique de Biélorussie)

(interprétation du russe) : Camarade Président, je commencerai par vous féliciter de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois. La délégation de la RSS de Biélorussie est heureuse de voir le représentant d'un pays socialiste frère occuper ce poste en une période où nous examinons une question aussi importante que celle de la question de la situation en Namibie. Votre pays a toujours pris une ferme position dans la lutte pour l'autodétermination des peuples et dans leur lutte contre le racisme, le colonialisme et l'apartheid. Nous sommes certains que, grâce à vos talents de diplomate et à votre compétence, les travaux du Conseil de sécurité seront couronnés de succès.

Dans la lutte pour l'élimination rapide, complète et définitive des vestiges du colonialisme sur notre planète, la question de l'octroi immédiat de l'indépendance à la Namibie, qui est occupée par le régime raciste d'Afrique du Sud, est assurément l'une des plus pressantes questions de l'actualité, qui exige une solution immédiate. La responsabilité directe des Nations Unies en ce qui concerne le sort de la Namibie ainsi qu'une justice élémentaire envers sa population autochtone, qui vit depuis des dizaines d'années sous un joug étranger, colonialiste et raciste, exige que la communauté internationale prenne enfin les mesures qui s'imposent pour défendre les intérêts du peuple namibien et lui assurer

M. Maksimov (RSS de Biélorussie)

son droit inaliénable à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance nationale. La nécessité instante de rechercher activement les moyens de parvenir à un règlement politique namibien est dictée également par une aspiration grandissante de toutes les forces éprises de paix de la planète à une amélioration générale du climat international.

Les moyens réels de trouver une solution au problème namibien ont été définis de façon circonstanciée et confirmés à maintes reprises dans les différentes décisions de l'ONU prises à ce sujet, lesquelles ont fait l'objet d'une reconnaissance universelle. Ces décisions, et au premier chef les résolutions 384 (1976) et 435 (1978) du Conseil de sécurité, offrent les bases politiques d'un juste règlement du problème et les moyens d'assurer la transition de la Namibie vers un développement indépendant et autonome.

M. Maksimov (RSS de Biélorussie)

Ils recourent à des manoeuvres malhonnêtes comme la mise en place d'un prétendu gouvernement autonome dans le Territoire occupé. L'utilisation du Territoire namibien par le régime sud-africain comme rampe de lancement d'actes d'agression et de sabotage contre les Etats africains indépendants voisins présente un caractère de plus en plus dangereux. La politique inhumaine et l'agressivité croissante du régime d'apartheid de Pretoria sont la source principale du foyer dangereux de tension en Afrique australe, qui représente une menace grave pour la paix et la sécurité internationales sur le continent et au-delà.

On sait depuis longtemps que les racistes sud-africains n'auraient pas pu se conduire de façon aussi provocante s'ils n'avaient bénéficié, directement et indirectement, de l'aide économique, militaire, politique et autre de certaines puissances occidentales et, avant tout, des Etats-Unis d'Amérique. Oui plus est, les parties à cette coopération honteuse continuent, pour justifier leur attitude, de déformer, par tous les moyens, la nature du problème namibien et de lier sa solution à des questions tout à fait distinctes. C'est ce qu'a essayé de faire aujourd'hui, sans le moindre fondement et sans le moindre succès, le représentant des Etats-Unis. En même temps, on fait de plus en plus pression sur les pays africains de façon à compliquer la situation en Afrique australe, à faire sortir le problème namibien du cadre de l'Organisation des Nations Unies et à le trancher sur une base néo-colonialiste.

La RSS de Biélorussie estime que toutes ces manoeuvres et tous ces subterfuges des forces unies du racisme et des réactionnaires internationaux sont très dangereux pour le sort de la Namibie et des Etats africains indépendants. Il faut, par conséquent, intensifier les pressions exercées aussi bien sur l'Afrique du Sud que sur ses protecteurs pour les contraindre à mettre en oeuvre, dans leur totalité, les décisions du Conseil de sécurité relatives à la Namibie et à prendre en considération la volonté de la majorité des Etats du monde.

La RSS de Biélorussie intervient fermement et constamment pour que le peuple namibien exerce son droit inaliénable à l'autodétermination et accède sans retard et sans condition à l'indépendance, dans une Namibie unie et souveraine - dont le Territoire comprend Walvis Bay et les îles côtières adjacentes. Nous exigeons le retrait total et immédiat de son territoire de toutes les forces et de l'administration sud-africaines. Nous appuyons la South West Africa People's Organization (SWAPO), reconnue par l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine (OUA) comme le seul représentant authentique du peuple namibien.

M. Maksimov (RSS de Biélorussie)

Le moment est venu depuis longtemps pour le Conseil de sécurité de se servir pleinement des pouvoirs qui lui ont été conférés et d'exercer le contrôle effectif et constant de l'acheminement de la Namibie vers une véritable indépendance. La RSS de Biélorussie soutient la demande croissante et indéfectible de la communauté internationale pour que le Conseil de sécurité approuve l'imposition de sanctions globales et obligatoires contre le régime sud-africain, conformément au Chapitre VII de la Charte.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la République socialiste soviétique de Biélorussie pour les paroles aimables qu'il m'a adressées.

L'orateur suivant est le représentant de l'Ouganda. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. KIBEDI (Ouganda) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter très chaleureusement à l'occasion de votre accession aux importantes fonctions de président du Conseil de sécurité pour le mois d'avril. Nous sommes convaincus que, grâce à vos talents de diplomate et à votre vaste expérience, vous saurez vous acquitter avec succès des lourdes tâches qui vous incombent. Votre attachement personnel ainsi que l'attitude de principe bien connue de votre pays à l'égard de la lutte de libération de l'Afrique australe rendent tout à fait opportun l'examen de cette question sous votre présidence.

Je voudrais également saisir cette occasion pour rendre un hommage bien mérité à votre prédécesseur, l'Ambassadeur Delpech, de l'Argentine, qui a dirigé le Conseil de manière dynamique pendant le mois de mars.

Par votre entremise, Monsieur le Président, je voudrais exprimer ma reconnaissance aux membres du Conseil pour m'avoir permis de participer à ce débat.

Le Conseil se réunit une fois de plus pour examiner la question de Namibie car le régime raciste sud-africain continue d'opposer un refus intransigeant à l'application des diverses résolutions du Conseil de sécurité et de mépriser ses injonctions et ses directives. La culpabilité de l'Afrique du Sud ne fait aucun doute à cet égard. La tâche du Conseil est donc d'examiner les mesures qui, en vertu de la Charte, sont appropriées pour faire face au défi lancé par l'Afrique du Sud raciste à l'autorité du Conseil de sécurité et à ses violations flagrantes et persistantes des dispositions de la Charte des Nations Unies.

M. Kibedi (Ouganda)

Un siècle s'est écoulé depuis la funeste Conférence de Berlin tenue en 1884, lorsque les puissances impérialistes de l'époque se sont réunies pour se partager l'Afrique. Au cours de cette période, plusieurs de nos pays ont pu, grâce à l'assistance de l'Organisation des Nations Unies, se débarrasser du joug du colonialisme, recouvrer leur dignité et prendre leur place légitime dans le concert des nations.

Par contre, en ce qui concerne les Namibiens, ce fut un siècle où ils n'ont cessé d'être soumis à toutes les formes d'injustices et d'oppression, d'abord sous la botte du colonialisme allemand, puis sous les régimes racistes pernicieux sud-africains successifs. Au moment où le colonialisme est considéré comme un anachronisme, même par ses premiers défenseurs, le régime raciste fait tout en son pouvoir pour empêcher la naissance de la Namibie en tant que pays indépendant et libre.

Ce fait est troublant car la Namibie demeure sous la responsabilité unique et la tutelle sacrée de l'Organisation des Nations Unies. Malheureusement, l'histoire de la Namibie est l'histoire d'une confiance trahie et de l'incapacité des grandes puissances de la communauté internationale d'agir de manière décisive pour aider les Namibiens à mettre un terme à la domination étrangère et à recouvrer leurs droits légitimes. A notre avis, ceux qui, dans le passé, se sont opposés aux efforts faits par le Conseil de sécurité pour amener l'Afrique du Sud au banc des accusés et ont placé leur confiance dans la prétendue bonne foi du régime raciste, devraient avoir honte, en 1987, de tolérer et d'approuver calmement son intransigeance persistante, ses actes incessants d'agression contre les Etats voisins et ses violations du droit international et de la morale internationale. On aurait pu s'attendre qu'ils se placent à la tête des partisans de l'imposition de mesures de coercition contre l'Afrique du Sud pour l'obliger à respecter ses obligations internationales, mais tel n'est pas le cas malheureusement.

L'année dernière, nous avons marqué le vingtième anniversaire de la levée du mandat de l'Afrique du Sud sur la Namibie. Après en avoir appelé à l'Afrique du Sud pendant des années, l'Assemblée générale, par sa résolution 2145 (1966), après avoir déclaré que l'Afrique du Sud avait failli à ses obligations aux termes du mandat de la Société des Nations, a mis fin à son mandat et a placé le Territoire sous la responsabilité directe de l'Organisation des Nations Unies.

M. Kibedi (Ouganda)

Un an plus tard, par sa résolution 2248 (S-V), elle a décidé de créer le Conseil des Nations Unies pour la Namibie et l'a chargé d'administrer le Territoire jusqu'à son indépendance. Vingt ans après la levée du mandat, l'indépendance de la Namibie ne s'est toujours pas concrétisée. Le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, qui est l'Autorité administrante légale du Territoire, est une administration en exil alors que l'Afrique du Sud continue de renforcer son occupation illégale et de défier les résolutions des Nations Unies.

M. Kibedi (Ouganda)

Il est important de rappeler que cette position a été confirmée par la Cour internationale de Justice il y a 16 ans. Dans un avis consultatif requis par le Conseil de sécurité, la Cour internationale de Justice a décrété :

- "1) La présence de l'Afrique du Sud en Namibie étant illégale, l'Afrique du Sud a l'obligation de retirer immédiatement son administration de la Namibie et de cesser ainsi d'occuper le territoire;
 - 2) Que les Etats Membres des Nations Unies ont l'obligation de reconnaître l'illégalité de la présence de l'Afrique du Sud en Namibie et le défaut de validité des mesures prises par elle au nom de la Namibie ou en ce qui la concerne, et de s'abstenir de tous actes et en particulier de toutes relations avec le Gouvernement sud-africain qui impliqueraient la reconnaissance de la légalité de cette présence et de cette administration, ou qui constitueraient une aide ou une assistance à cet égard;
 - 3) Qu'il incombe aux Etats qui ne sont pas membres des Nations Unies de prêter leur assistance, dans les limites du sous-paragraphe 2 ci-dessus, à l'action entreprise par les Nations Unies en ce qui concerne la Namibie."
- (Cour internationale de Justice, Avis consultatif du 21 juin 1971, p. 58)

Le Conseil de sécurité, dans sa résolution 301 (1971) du 20 octobre 1971, a partagé l'avis de la Cour internationale de Justice et a déclaré que tout nouveau refus de l'Afrique du Sud de se retirer de Namibie pourrait créer des conditions nuisibles au maintien de la paix et à la sécurité dans la région. La résolution demandait, entre autres, aux Etats Membres, premièrement, de s'abstenir d'établir des relations conventionnelles avec l'Afrique du Sud dans tous les cas où le Gouvernement prétend agir au nom de la Namibie ou en ce qui la concerne; deuxièmement, de s'abstenir d'invoquer ou d'appliquer les traités ou dispositions des traités conclus par l'Afrique du Sud au nom de la Namibie ou en ce qui la concerne qui nécessitent une collaboration intergouvernementale active; troisièmement, d'examiner leurs traités bilatéraux avec l'Afrique du Sud pour s'assurer qu'ils ne sont pas incompatibles avec l'Avis consultatif de la Cour; quatrièmement, de s'abstenir d'entretenir avec l'Afrique du Sud agissant au nom de la Namibie ou en ce qui la concerne des relations de caractère économique ou autre qui seraient de nature à affirmer l'autorité de l'Afrique du Sud sur le Territoire.

Compte tenu de l'arrêt non ambigu rendu par la Cour internationale de Justice en ce qui concerne l'illégalité de l'occupation de la Namibie par l'Afrique du Sud raciste et les obligations des Etats Membres à cet égard, la communauté

M. Kibedi (Ouganda)

internationale s'attendait à juste titre que le Conseil de sécurité agisse de façon décisive à l'égard de l'Afrique du Sud raciste. Devant l'intransigeance de l'Afrique du Sud raciste et son refus de répondre positivement aux appels des Nations Unies, nous, en Afrique et, en fait, l'écrasante majorité des membres de la communauté internationale, n'avons aucune illusion sur les intentions de l'Afrique du Sud ni aucun doute sur les mesures appropriées à prendre dans ces circonstances. Nous avons estimé, dès le départ, que l'imposition de sanctions obligatoires était le seul moyen pacifique d'exercer des pressions significatives sur l'Afrique du Sud raciste. Malheureusement, nos appels à l'action à cet effet se sont toujours heurtés à la résistance des membres permanents du Conseil de sécurité amis de l'Afrique du Sud. Il nous ont toujours demandé d'être patients car, d'après eux, il existait d'autres moyens d'amener l'Afrique du Sud raciste à respecter ses obligations.

En fait, les espoirs de la communauté internationale ont été encouragés lorsque, à la suite de l'initiative du Groupe de contact occidental - à savoir les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la République fédérale d'Allemagne, la France et le Canada - le Conseil de sécurité a adopté la résolution 435 (1978) et le plan des Nations Unies pour le règlement pacifique de la question namibienne. En dépit de quelques appréhensions devant certains aspects de ces propositions, la SWAPO a accepté, de bonne foi, le plan et les promesses données par le Groupe de Contact des Cinq. Les Cinq occidentaux se sont engagés à faire pression sur l'Afrique du Sud pour l'amener à respecter le plan des Nations Unies.

Chacun des ministres des affaires étrangères des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de la France et de la République fédérale d'Allemagne sont venus personnellement devant ce conseil et ont lancé un avertissement sévère quant aux conséquences que l'Afrique du Sud aurait à subir si le régime raciste ne respectait pas les dispositions de la résolution 435 (1978) et le plan des Nations Unies pour la Namibie.

Ces avertissements sérieux ont été donnés par le Groupe de contact au niveau le plus élevé, en 1978, lorsque le Conseil de sécurité a débattu et adopté la résolution 435 (1978) et le plan des Nations Unies. Etant donné la position juridique prise par la Cour internationale de Justice quant aux obligations de tous les Etats Membres, leur marge de manoeuvre économique sur l'Afrique du Sud et les impératifs moraux de leur entreprise, nous avons tout lieu de nous attendre que les membres du Groupe de contact finiraient par convaincre l'Afrique du Sud de respecter la résolution 435 (1978) ou, à défaut, donneraient suite à leurs menaces

M. Kibedi (Ouganda)

d'isoler l'Afrique du Sud et d'imposer des sanctions appropriées. Malheureusement, cela n'a pas été le cas.

Près de dix ans se sont écoulés depuis l'adoption du plan des Nations Unies. Le régime raciste de Pretoria a cherché toutes sortes de prétextes pour faire obstacle à la mise en oeuvre du processus d'indépendance de la Namibie. Nous nous souvenons tous très bien de la débâcle de Genève, en 1981, lorsque le régime de Pretoria a sabordé les prétendus entretiens préalables à l'application en invoquant des excuses futiles. L'écrasante majorité de la communauté internationale a été indignée et a exigé l'imposition de sanctions globales pour obliger l'Afrique du Sud raciste à rendre des comptes. Les projets de résolution qui auraient pu donner effet à la demande quasiment universelle de sanctions globales obligatoires se sont malheureusement heurtés, en 1981, aux vetos de trois membres permanents du Conseil qui étaient également membres du Groupe occidental de contact. Ils ont demandé à la SWAPO et aux Etats de première ligne d'être patients et de leur donner un peu plus de temps pour permettre à l'Afrique du Sud d'entamer de nouvelles négociations.

Depuis, nous savons ce qu'il en est de ces négociations. Il devrait être maintenant très clair pour tous que l'Afrique du Sud raciste n'a nullement l'intention de coopérer de bonne foi avec les Nations Unies pour mettre en oeuvre l'esprit et la lettre du plan des Nations Unies. Chaque fois qu'un obstacle est surmonté, l'Afrique du Sud en dresse un autre sur la voie du progrès. Le Secrétaire général, dans son rapport, a dit que toutes les conditions nécessaires au plan des Nations Unies, telles qu'elles avaient été énoncées par le Conseil de sécurité, étaient réunies. Et pourtant, l'Afrique du Sud refuse de mettre en oeuvre le plan des Nations Unies et invoque maintenant l'excuse fallacieuse de la présence des troupes cubaines en Angola.

Ils parlent maintenant du couplage entre le retrait des troupes cubaines de l'Angola et l'indépendance de la Namibie. Nous considérons le couplage, la réciprocité, ou tout euphémisme utilisé pour déguiser leur refus, comme étant un complot délibéré pour faire obstacle à l'indépendance véritable de la Namibie. Nous regrettons que les Etats-Unis qui, à ce moment-là, passaient pour un honnête intermédiaire dans les négociations, aient incité le régime raciste à introduire cette notion en vue de réaliser leurs propres objectifs stratégiques. Il est inacceptable de troquer la liberté d'un peuple pour des objectifs stratégiques qui sont d'un intérêt et d'un bénéfice unilatéral. La présence des troupes cubaines

M. Kibedi (Ouganda)

en Angola est une question non pertinente et étrangère au problème. L'Angola est une question bilatérale entre Cuba et la République populaire d'Angola. Les troupes cubaines se trouvaient en Angola bien avant l'adoption de la résolution 435 (1978) qui, incidemment, ne les mentionne nullement. Il est donc inacceptable que quiconque puisse utiliser cela comme prétexte pour faire obstacle au plan des Nations Unies. Nous demandons aux Etats-Unis d'amener l'Afrique du Sud à renoncer à cette idée du couplage.

Le régime raciste a utilisé le processus des négociations comme un moyen de détourner l'attention de ce qui se passe en Namibie et en Afrique australe en général. Il a renforcé sa machine d'oppression en Namibie et a intensifié sa déstabilisation des Etats de première ligne. L'Afrique du Sud est parfaitement consciente que la SWAPO serait la gagnante dans des élections équitables et elle est décidée à empêcher la victoire de la SWAPO. Grâce à des tactiques dilatoires, elle essaie donc de s'affranchir des décisions des Nations Unies et elle est décidée à imposer une solution interne que la communauté internationale a rejetée. La mise en place d'un autre groupe de fantoches, le prétendu gouvernement intérimaire, fait partie de ce dessein. L'intransigeance particulière de l'Afrique du Sud montre qu'elle se refuse à accorder une indépendance véritable à la Namibie.

M. Kibedi (Ouganda)

Pourquoi l'Afrique du Sud maintient-elle une attitude toute de défi et d'intransigeance? A notre avis, cela est dû largement à la collusion de ceux qui offrent un bouclier protecteur contre le blâme de ce conseil. L'Afrique du Sud se sent en outre encouragée lorsqu'elle voit des Etats individuels ou des sociétés transnationales se joindre à ses entreprises criminelles pour contrevenir au décret No 1 du Conseil des Nations Unies pour la Namibie ou à l'embargo obligatoire sur les armes décrété contre l'Afrique du Sud. Le régime raciste considère de tels actes comme un sceau d'approbation.

Ces actes sont perpétrés en violation de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice, qui stipule que :

"les Etats Membres des Nations Unies ont, pour les raisons indiquées au paragraphe 115 ci-dessus, l'obligation de reconnaître l'illégalité et le défaut de validité du maintien de la présence sud-africaine en Namibie. Ils sont aussi tenus de n'accorder à l'Afrique du Sud, pour son occupation de la Namibie, aucune aide ou aucune assistance quelle qu'en soit la forme..."

(Cour internationale de Justice, avis consultatif du 21 juin 1971, par. 119)

L'Ouganda estime que les Nations Unies doivent, de droit et nécessairement, être au centre des négociations sur la Namibie. On a tenté de court-circuiter les Nations Unies dans leur recherche d'une solution en subordonnant l'indépendance de la Namibie à des exigences extrinsèques et inacceptables. Les Nations Unies et le Conseil de sécurité en particulier doivent assumer leurs responsabilités et mettre un terme à l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud raciste.

Comme nous l'avons déjà dit, l'occupation de la Namibie par l'Afrique du Sud n'est pas un cas d'illégalité ordinaire. Elle représente une menace à la paix et à la sécurité internationales et constitue un acte d'agression qui relève de l'Article 39 de la Charte. L'Ouganda maintient que la conséquence logique de tels manquements est l'imposition de sanctions globales obligatoires contre l'Afrique du Sud en vertu du Chapitre VII de la Charte.

Pour prévenir l'imposition de sanctions, les apologistes ont avancé un certain nombre d'arguments égoïstes. Ils ont affirmé que les sanctions ne pouvaient être imposées parce qu'elles porteraient préjudice à la population opprimée. On continue d'invoquer cet argument paternaliste, bien que la population opprimée elle-même soit en faveur de l'imposition de sanctions. On arguë de nouveau que les sanctions sont inefficaces et ne doivent donc pas être imposées. Il convient de

M. Kibedi (Ouganda)

faire remarquer que ces arguments sont avancés par des pays qui ont imposé unilatéralement, dans le passé, des sanctions dans d'autres situations - et dans des cas qui ne bénéficiaient pas de la quasi-unanimité internationale qui existe aujourd'hui sur la question de l'Afrique australe. Certains ont également suggéré - et cela a été répété par le représentant de l'Afrique du Sud - que les sanctions aggraveraient la situation en Afrique australe.

A cet égard, le Conseil de sécurité devrait tenir compte des conclusions de la mission du Commonwealth de personnalités éminentes en Afrique du Sud, qui a déclaré, entre autres, que :

"La question dont les chefs de gouvernement sont saisis est, à notre avis, claire et nette. Il ne s'agit pas de savoir si des sanctions favoriseraient le changement; il s'agit plutôt du fait que l'absence de sanctions et la conviction de Pretoria qu'il n'a pas à les craindre retardent le changement. Le Commonwealth acceptera-t-il que se poursuive ce cycle de violence? Ou va-t-il envisager des mesures concertées et efficaces? De telles mesures pourraient offrir la dernière occasion d'éviter ce qui pourrait être l'effusion de sang la plus horrible depuis la seconde guerre mondiale?"

Il importe que les puissants amis de l'Afrique du Sud revoient leur position et agissent résolument avec la communauté internationale pour assurer l'indépendance de la Namibie. Il importe d'agir pour amener l'Afrique du Sud à respecter le plan des Nations Unies. Nous avons, à ce jour, lancé des appels, plaidé, condamné et menacé, mais en vain, car tout cela ne nous a pas encore permis d'honorer notre engagement à l'égard du peuple de la Namibie. La seule voie pacifique qui reste ouverte au Conseil, c'est agir conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

Les pays, favorables au régime raciste d'Afrique du Sud pour des raisons économiques ou par amitié, pourraient penser que les pays africains se montrent peu réalistes et impatients dans leur appel à l'action contre l'Afrique du Sud et que c'est gaspiller le temps du Conseil que de le saisir d'année en année de la question de Namibie. Je leur répondrai que les préoccupations des pays africains, en fait de tous les peuples raisonnables dans le monde entier, face à la situation qui règne en Namibie et en Afrique australe, sont profondes et réelles. Nous agissons pour remédier à une situation illégale, immorale et inhumaine. Nous nous heurtons à une situation odieuse, dans laquelle le peuple namibien se voit nier ses droits fondamentaux et son humanité même.

M. Kibedi (Ouganda)

Le défi lancé à ceux qui appuient et confortent le régime raciste en Afrique du Sud est absolu, simple : s'ils éliminent l'illégalité, l'immoralité et l'inhumanité qui caractérisent la situation politique et économique actuelle qui règne en Namibie, alors ils n'entendront plus parler de nous. Sinon, ils peuvent être assurés qu'ils entendront d'autres discussions sur la Namibie dans ce conseil. De même, ils ne cesseront d'entendre parler de la lutte courageuse et héroïque que mène le peuple de Namibie sous la direction de la SWAPO, dont la victoire est certaine parce que juste.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Ouganda pour les paroles aimables qu'il m'a adressées.

M. ADOUKI (Congo) : Monsieur le Président, j'éprouve un grand plaisir, parlant au nom de la délégation du Congo, de vous voir présider le Conseil de sécurité de l'ONU durant le mois d'avril.

Il est heureux pour nous de compter sur votre grande expérience, votre savoir-faire diplomatique, au moment où le Conseil a entrepris de réexaminer, à la demande du Groupe africain, la question de Namibie abusivement entretenue par l'opposition absurde du régime de Pretoria au vaste processus historique de décolonisation du continent africain.

Sachant en outre que mon pays, le Congo, qui a su épouser les nouvelles dimensions du monde grâce à l'élargissement de ses horizons politiques et diplomatiques, et aussi grâce à l'exigence de paix qu'il s'est imposée, entretient avec la Bulgarie des relations confiantes, et que nos deux délégations auprès des Nations Unies ont toujours su coopérer de façon à promouvoir les principes essentiels dans les relations entre Etats, je ne doute pas que le destin du Conseil puisse se trouver en d'excellentes mains.

M. Adouki (Congo)

Monsieur le Président, ma délégation est reconnaissante à S. E. M. l'Ambassadeur Marcelo Delpech, Représentant permanent de l'Argentine, votre prédécesseur, pour l'exquise courtoisie et la compétence dont il a fait preuve au mois de mars dernier à la tête du Conseil. L'Ambassadeur Delpech a opportunément contribué à la réalisation d'un bilan des plus positifs pour nos délibérations. Qu'il en soit sincèrement remercié.

Dans cet élan, j'aimerais dire un mot de chaleureuse bienvenue à l'adresse de mon collègue - et voisin au Conseil de sécurité -, S. E. l'Ambassadeur Pierre-Louis Blanc, Représentant permanent de la France. Son pays et le mien, longtemps unis et indivisibles par le hasard de l'histoire, entretiennent désormais une excellente coopération qui a depuis dépassé son contexte singulier de départ pour se hisser aujourd'hui aux dimensions démocratiques des hommes et des peuples libres et indépendants qu'elle dessert. Je tiens par conséquent à renouveler au Représentant de la France l'assurance de l'amitié et de la coopération de la délégation du Congo au sein du Conseil de sécurité.

Question majeure du débat politique aux Nations Unies, parce que de portée universelle, la Namibie n'a pas fini de préoccuper infiniment la communauté internationale quant à l'avenir de son territoire.

On s'accorde pour dire que la Namibie n'est pas libre, en dépit des bouleversements qui, en Asie et en Afrique, ont affecté les liens entre les métropoles et les colonies, ouvrant la voie à une profonde mutation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La Namibie n'est pas libre, vingt ans après que les Nations Unies ont accepté d'assumer une responsabilité directe dans ce territoire.

La Namibie n'est pas libre, la Namibie n'est toujours pas plus libre malgré le plan des Nations Unies pour l'indépendance du Territoire et dont le Conseil de sécurité a consacré les termes, plus de huit années déjà, dans sa résolution 435 (1978).

Même l'adhésion de tous les acteurs principaux de la question namibienne, comme de la vie internationale ainsi que l'adhésion remarquable de la communauté internationale elle-même n'ont guère brisé les graves et obscures résistances que cependant rien ne peut légitimer et qui continuent à s'opposer à toute évolution démocratique de ce territoire.

Triste et douloureux constat qui pousse le Secrétaire général de l'ONU, dont ma délégation salue les efforts importants qu'il déploie en vue de l'indépendance de la Namibie, à sortir de son extrême prudence et à déclarer dans son récent

M. Adouki (Congo)

rapport (S/18767 du 31 mars 1987) qu'il n'admet pas la condition préalable du couplage invoquée par l'Afrique du Sud et qu'il ne peut plus accepter que ce préalable serve de prétexte pour retarder encore l'indépendance de la Namibie.

Comment alors rendre justice au peuple namibien en lutte sous la direction de la SWAPO et lui permettre d'exercer ses droits imprescriptibles? Comment faire céder, sinon par des mesures obligatoires, l'Afrique du Sud raciste dans son refus persistant de se conformer aux décisions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité? De l'avis de la Cour internationale de Justice, leur caractère obligatoire ne fait pourtant aucun doute.

Comment, comment enfin, dans le même temps, contribuer à rehausser et à raffermir le prestige considérablement atteint des Nations Unies si ce n'est par la concordance finalement recrée entre l'indépendance telle que la désirent aujourd'hui le peuple namibien et la communauté internationale dans son ensemble, et la légalité telle que, fondée sur la Charte, elle s'inscrit dans les décisions pertinentes de notre organisation?

Ces niveaux d'appréhension de la question namibienne rendent parfaitement compte de l'extrême exigence qu'impose en soi l'idée même de faire accéder ce territoire à l'indépendance et à la souveraineté internationale, tant, pour l'opinion internationale, cet impératif ne se discute plus, n'a plus besoin de justification.

En portant de nouveau cette question à l'examen du Conseil de sécurité, notre Groupe d'Etats africains ne vise donc rien d'autre qu'à contribuer à accomplir tout d'abord un acte de justice, conforme aux droits imprescriptibles du peuple namibien.

Soumise depuis le siècle dernier à la loi coloniale, la Namibie continue de vivre en effet désormais toutes les facettes et toutes les horreurs de l'oppression : le génocide, l'esclavage, la spoliation de ses ressources, jusqu'aux formes les plus subtiles du mépris de l'homme attachées à la ségrégation et à tout déni de droits, rien ne manque à la panoplie.

Comme pour aggraver le sort du peuple namibien et conforter l'Afrique du Sud dans l'accomplissement de ses sombres desseins, l'exploitation systématique des ressources de la Namibie se développe et s'étend avec une frénésie inhabituelle, en violation et au mépris de la réglementation internationale qu'édicte le décret No 1 du Conseil des Nations Unies pour la Namibie.

Dans cette "ruée" caractéristique déjà des entreprises civilisatrices d'un certain Occident, il est éclairant de noter combien se distinguent en particulier les sociétés transnationales appartenant à quelques membres de ce Conseil.

M. Adouki (Congo)

Poussées par l'appétit vorace du gain à bon marché, leur attitude se révèle à courte vue sans considération de l'équation décisive de l'avenir du Territoire. Ces sociétés, autant que les gouvernements qui les encouragent, en feront plus vite qu'elles ne le soupçonnent les frais.

Il est ainsi révoltant que, jusqu'à ce jour, le peuple namibien en soit encore à "négocier" ses droits inaliénables, à marchander la liberté qu'il plaira au régime raciste de Pretoria et à ses protecteurs puissants de lui octroyer.

La SWAPO, conscience organisée du peuple namibien, a fait montre d'une responsabilité politique qui confond nombre de ceux qui voulaient la prendre en défaut d'intransigeance ou d'immaturité politique.

Aussi, au mépris du danger que constituait pour elle l'option de la négociation en lieu et place de la seule lutte armée, s'est-elle prêtée de bonne foi aux pourparlers qui ont abouti à l'adoption de la résolution 435 (1978).

Devant la mauvaise foi manifeste de l'Afrique du Sud appuyée sur le soutien actif d'éminents et puissants alliés, la communauté internationale se trouve aujourd'hui dans une situation paradoxale où l'entrée en vigueur d'un accord librement contracté par les parties intéressées est soumise à des conditions extra-contractuelles, sans l'ombre aucune d'un lien, ni au moment ni après les pourparlers.

Il faut craindre dans ces conditions pour le sort de la paix et de la sécurité internationales en Afrique, sauf à exclure toute considération "stratégique" dont l'Afrique n'a que faire ainsi que tout calcul étranger aux réalités et aux aspirations véritables de cette partie du monde.

M. Adouki (Congo)

La communauté internationale s'est vu donc imposer depuis près de six ans déjà une approche singulière du dossier namibien, marquée par la théorie et la pratique du "linkage" aux termes desquelles des considérations étrangères au problème devenaient des conditions sine qua non de son règlement. L'on a ainsi, de toutes pièces, relié la situation interne en Angola au processus pourtant autonome de l'accession à l'indépendance de la Namibie.

De tels amalgames n'ont pour effet que d'embrouiller une situation des plus claires, afin de favoriser toutes sortes de manœuvres antinamibiennes et anti-africaines.

Les alliés objectifs de l'Afrique du Sud en sont conscients, eux qui fournissent ainsi toutes sortes d'arguties propices à la dérobade, au camouflage, aux coups de mains et autres agressions dont le régime de Pretoria s'est fait l'agent exclusif, semant la terreur et la désolation en tant que moyens d'affermissement et d'épanouissement de ses valeurs désuètes.

Le plus désolant dans cette situation n'est pas l'imprévisibilité du régime sud-africain dont il est normal somme toute de se méfier, étant donné sa nature intrinsèque; c'est plutôt la lente mais sûre dérive de la politique des principales puissances occidentales vers une collaboration de plus en plus affinée et d'autant plus salubre pour l'Afrique du Sud colonialiste et raciste que celle-ci fait l'objet d'un embargo sur les armes institué par le Conseil de sécurité dans sa résolution 418 (1977).

Les révélations faites à cet égard par le Congrès des Etats-Unis sont d'une accablante charge pour les pays visés dont on ne peut plus s'étonner qu'ils professent a priori une réticence hypocrite à toute idée de sanction contre l'Afrique du Sud.

Le plus clair des efforts de nombre de ces pays qui appartiennent au groupe de contact consistent à présent, on le sait, non pas à exercer des pressions salvatrices sur le régime d'apartheid, mais bien au contraire à l'approvisionner en sous-main en équipements militaires prohibés ou en licences de fabrication de matériels réputés interdits d'exportation vers l'Afrique du Sud.

Pour ma délégation, l'Afrique a pris, au cours de la vingt-deuxième Conférence au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, plusieurs décisions tendant à renforcer, en retour, la détermination des mouvements de libération et des pays de la ligne de front, à faire face aux nécessités découlant de la lutte contre l'ennemi raciste et colonialiste.

M. Adouki (Congo)

La poursuite et les implications de cette lutte font dorénavant l'objet d'une évaluation plus systématique sous l'autorité d'un comité ad hoc de chefs d'Etat; l'apartheid et le colonialisme subissent les feux d'une contre-campagne destinée à les présenter sous leur vrai jour et aussi pour justifier une solidarité internationale accrue; l'assistance aux mouvements de libération et aux Etats de première ligne bénéficie d'un regain d'intérêt notamment par la mise en place par les pays non alignés, à l'instigation de S. E. Denis Sassou-Nguesso, Président de la République populaire du Congo et Président en exercice de l'OUA, du Fonds Africa institué à cette fin.

La mise en place de ce fonds doit être comprise dans le cadre de cet élan général qui a, par exemple, débouché auparavant sur l'organisation de la Conférence de coordination pour le développement de l'Afrique australe (SADCC).

L'Organisation de l'unité africaine a adopté une position tout à fait nette en ce qui concerne les mesures qu'il revient à la communauté internationale d'appliquer vis-à-vis de l'Afrique du Sud dont la politique d'apartheid, d'occupation illégale et prolongée de la Namibie et d'agression contre ses voisins, constitue une menace sérieuse pour la paix et la sécurité.

L'OUA invite donc le Conseil de sécurité de l'ONU à édicter des sanctions globales obligatoires en vertu des dispositions du Chapitre VII de la Charte. Logique, cette position en outre tient compte des nombreux avertissements adressés à Pretoria et des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité de même objet; enfin, cette position de l'OUA tire les conséquences d'une situation absurde, voulue, maintenue et perpétrée par l'Afrique du Sud à la manière d'un défi.

Hors cette position africaine, ma délégation ne voit guère d'autre approche susceptible de constituer une réponse adéquate à l'arrogance et au défi sud-africains et de pouvoir épargner des souffrances au peuple namibien.

De l'avis aussi de ma délégation, les membres du Conseil de sécurité ne devraient que faire leur cette position, pour autant que le Conseil demeure conséquent, eu égard en particulier à sa résolution 566 (1985).

Il revient à ce Conseil de raffermir et de rehausser le prestige de l'Organisation internationale en lui faisant régler un problème qui engage au plus haut point sa crédibilité.

Quel membre non permanent, et à plus forte raison permanent, de notre Conseil peut en effet oublier que le mandat de l'Afrique du Sud sur la Namibie a cessé

M. Adouki (Congo)

en 1966 et que ce mandat est confié au Conseil des Nations Unies pour la Namibie, lequel assure seul l'autorité légale sur le Territoire?

Et cependant, les Nations Unies ont continué à négocier avec l'Afrique du Sud en vue de l'adoption de la résolution 435 (1978). Quelle leçon d'humilité en soi pour les Nations Unies! Mais il faut espérer que le Conseil de sécurité saura assurer le contrôle d'un tel signe de paix et de volonté d'apaisement.

Dès lors, l'issue des présents débats devrait normalement déboucher sur un accord unanime tendant à mettre en oeuvre le plan de règlement, l'Afrique du Sud ayant déjà manifesté son accord pour le mode de scrutin proportionnel en vue de l'élection de l'Assemblée constituante de la Namibie.

Pour ce qui est des manoeuvres concoctées par le régime sud-africain pour accréditer l'idée d'une solution interne en tant qu'alternative au plan de règlement de l'ONU, elles ne peuvent et ne doivent être considérées qu'avec le mépris qu'elles méritent.

Aucune tentative, en effet, de transformer la Namibie en succursale de l'Afrique du Sud raciste, avec son projet de société rigoureusement compartimentée, ses visées militaristes et sa volonté d'annexion de Walvis Bay, des îles et autres domaines appartenant à la Namibie, ne doivent leurrer quiconque. Le respect des dispositions de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux ainsi que d'autres résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies ne souffre à cet égard d'aucune ambiguïté.

Voici arrivée, pour l'Organisation des Nations Unies, l'heure du bilan, de tous les bilans. Certains membres du Conseil de sécurité, parmi les plus influents, se sont faits, ces derniers temps, en d'autres domaines il est vrai, les avocats passionnés de la crédibilité de l'ONU. Ma délégation voudrait qu'ensemble, au cours du réexamen de ce dossier namibien, nous nous attelions à la promotion de cette crédibilité par le renforcement de la capacité d'agir du Conseil de sécurité et du Secrétaire général dont le récent rapport, encore une fois, par sa clarté et son objectivité, a mis l'accent sur les obstacles qui contrarient la mise en oeuvre du plan de règlement des Nations Unies.

Notre organisation a tout à gagner à ce que le boulet de la question namibienne qu'elle traîne au pied lui soit une fois pour toutes et rapidement retiré.

Recouvrant alors sa liberté, le peuple namibien pourra jouir d'une paix hautement méritée, hors de la spoliation en règle dont il est aujourd'hui le triste objet.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Congo pour les paroles aimables qu'il a eues à mon endroit et à l'égard de mon pays.

En raison de l'heure tardive, je me propose de lever maintenant la séance. Avec l'assentiment des membres du Conseil, la prochaine séance du Conseil consacrée à l'examen de la question inscrite à l'ordre du jour aura lieu cet après-midi à 16 heures.

La séance est levée à 13 heures.